ÉDITION DU LOIR-ET-CHER

www.lepicentre.online

L'ÉPICENTRE

#183

MENSUEL DÉCEMBRE 2020

L'actualité économique et sociétale du Val de Loire ■ Gratuit

41

© bearfotos, freepik

Dossier

« MOBILITÉS, le casse-tête du siècle »

P22-28

P4

■ Cubéco : des maisons en béton cellulaire

P8

© Aurélien Charron

■ « *Be LC* » : marque territoriale de l'agence d'attractivité de Loir&Cher

P11

■ Méthanisation en Centre-Val de Loire : nouvel appel à projets

P12

■ Tous les produits de fête sont en Loir-et-Cher

édito

Voici donc le dernier numéro de l'année 2020, une année très particulière qui a bousculé nos habitudes, nos modes de vie, nos méthodes de travail et pas mal de nos certitudes…

Avec pourtant toujours la même envie au sein de la rédaction de L'Épicentre, celle de se concentrer sur le positif, les quelques bonnes nouvelles qu'on tente d'attraper au vol, comme cette start-up d'Azay-sur-Cher (37) qui accélère sa croissance dans le numérique ou ce parc solaire qui voit le jour à Mézières-en-Brenne (45) grâce à une mobilisation et à un financement participatif local !

Si les fêtes de fin d'année doivent être plus « *raisonnables* » qu'à l'habitude (dixit le chef de l'État), les commerces de proximité peuvent enfin rouvrir et les déplacements inter-régions seront autorisés pour permettre de passer Noël en famille.

L'occasion de s'intéresser à l'offre de transports sur notre territoire. La loi NOTRe a donné aux collectivités le soin d'organiser les mobilités. Avec, pour toutes, la même équation à résoudre : garantir l'intermodalité, affiner et personnaliser l'offre de transports pour l'adapter aux besoins de chaque territoire tout en protégeant la planète.

Vaste débat qui fait l'objet de notre dossier spécial du mois « ***Mobilités, le casse-tête du siècle*** ».

Il nous reste à vous souhaiter, autant que possible, une douce fin d'année, des moments joyeux et de vous donner rendez-vous en 2021, pour une nouvelle année qu'on espère un peu moins … « *chahutée* » !

Bonne lecture,

La rédaction

sommaire

COLLECTIVITES & TERRITOIRES

5 Agglopolys se mobilise pour soutenir les commerces, TPE et PME de son territoire

VITICULTURE

13 La cave des vignerons de Mont-près-Chambord s'adapte à la crise
Malgré la crise sanitaire, la cave des vignerons de Mont-près-Chambord poursuit ses projets et cherche de nouvelles voies de commercialisation pour survivre.

VIE DES ENTREPRISES

14 Enedis : après une crise inédite, cap sur 2025
C'est l'un des acteurs dont l'action est essentielle au quotidien et qui a été mobilisé tout au long de la crise : Enedis, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité en France, se tourne dès maintenant vers l'avenir après un bilan tiré du premier confinement.

LE DOSSIER DU MOIS

22 Mobilités, le casse-tête du siècle
Qu'on se le dise, notre système de transports est une exception française qui nous offre un réseau de très bonne qualité. Alors qui choisit, et en fonction de quels critères ?

CULTURE / LOISIRS

29 La tendance du « *Click & Collect* » gagne les médiathèques
Contrairement au premier confinement, un décret paru pendant le reconfinement a autorisé les médiathèques à proposer quelques services. Exemples à Selles-sur-Cher et à Romorantin-Lanthenay.

L'ÉPICENTRE
www.lepicentre.online

Groupama Up/Espace entreprises, 2 avenue de Châteaudun CS1319 - 41013 Blois Cédex • 02 54 74 30 39

Mensuel gratuit
#183
Décembre 2020

• Président
François Delaisse

• Directrice de la publication
Delphine Sergheraert
direction@lepicentre.online

• Relations extérieures
Philippe Duisit
06 33 22 43 19

• Contacts commerciaux
Philippe Massicot
06 45 76 98 51
Denis Labrune
06 86 70 03 85

• Impression
Imprimerie Baugé, Descartes

• Graphisme
DCO'M Sabine Virault
06 83 05 56 51

• Rédacteurs
Chloé Cartier-Santino,
Jean-Claude Derré,
Estelle Cuiry,
Stéphane De Laage,
Bruno Goupille,
Juliette Lécureuil,
Fernand Piaroux,
Laëtitia Piquet
Ambre Blanes

IMPRIM'VERT
PEFC 10-31-1080

LES ÉDITIONS DE L'ÉPI - S.A.S. Au capital de 10 000 euros - Siret 53804876000028 - Dépôt légal à parution - ISSN 2110-7831

Toute reproduction complète ou partielle du contenu de ce journal est interdite sauf accord préalable de la direction.

PUBLI INFORMATION

Exia Immobilier d'Entreprises : réhabiliter pour redynamiser

Participer au développement de Parcs d'activités de grande qualité, afin d'offrir un cadre de travail optimal aux entreprises et à leurs collaborateurs et de jouer un rôle majeur dans le développement économique du territoire, c'est la vocation d'Exia Immobilier d'Entreprises ! Plusieurs programmes d'envergure, mis en œuvre par cet acteur majeur de l'Immobilier d'Entreprises, sont en cours sur Orléans Métropole.

Icare

Sur la ZAC des Portes du Loiret, Exia développe un immeuble de bureaux de haut standing sur un terrain de près de 11 000 m². Un édifice hors du commun, comme on n'en a jamais vu dans le secteur, véritable marqueur de l'entrée de ville. Pour cela, Exia s'est inspiré de l'historique du site (un ancien aérodrome de l'armée américaine) pour créer un bâtiment dont la toiture aura une forme de deltaplane. Une architecture unique pour cet édifice de 25 mètres de haut, parfaitement intégré à son environnement, qui fera la part belle à l'aménagement paysager. 6 000 m² de bureaux *« qui offriront une visibilité exceptionnelle aux entreprises qui s'y implanteront et un formidable cadre de travail à leurs salariés ! »* commente Michel Jalicon , Président d'EXIA Entreprises.

Eldorauto

Exia est propriétaire d'un grand terrain de 26 000 m², sur la commune de Fleury-les-Aubrais. *« Nous le travaillons en continuité avec le quartier d'affaires Interives,* explique Florence Baron chargée d'affaires. *Nous allons réhabiliter l'existant pour créer une zone très qualitative : les extérieurs seront réaménagés en vue de la création d'un nouveau pôle dynamique en lieu et place de cette ancienne friche commerciale et qui sera doté d'une architecture futuriste mêlant le bois, le verre et l'acier. »*

© Exia

Arena

Exia travaille sur la réhabilitation des 9 000 m² de foncier de l'ancien centre de foot indoor Arena. *« Le site, qui propose 4 300 m² de bâti (1 500 m² de bureaux et 2 800 m² d 'activités), sera complètement requalifié,* commente Fabrice Berault Directeur de l'immobilier. *L'extérieur sera repensé dans un environnement totalement paysagé. Nous ambitionnons de redonner sa splendeur à ce bâtiment. Ce sera un projet d'une grande qualité, dans la continuité du projet métropolitain CO'Met. »*

Exia Immobilier d'Entreprises est une des branches d'activité du groupe Exia, véritable groupe spécialisé en immobilier depuis plusieurs générations. *« Nous nous inscrivons dans la redynamisation économique de sites existants afin de les réinscrire pleinement au sein du territoire. »*

Exia Immobilier d'Entreprises s'adresse à tous les secteurs d'activité (production, logistique, commerce, tertiaire) et peut répondre aux besoins de jeunes start-upeurs à la recherche d'un bureau de 15 m² jusqu'à ceux d'un entrepreneur en quête d'un local d'activité de plusieurs milliers de m² !

Cubéco : des maisons en béton cellulaire

C'est à Selles-sur-Cher que l'entreprise Atoubat a choisi d'installer un concept innovant d'habitat baptisé Cubéco. Un prototype est en cours de construction et sera présenté en avril prochain.

Cubéco est la marque développée par l'entreprise parisienne Atoubat que dirige Éric Incarbona depuis 10 ans. *« La construction modulaire est une invention datant des années 50. Elle est un assemblage de bâtiments entiers avec des modules unitaires préfabriqués. Ces modules sont entièrement équipés toutes finitions comprises. »* L'innovation avec Cubéco, concept pour lequel un brevet a été déposé, réside dans le fait *« que c'est la première fois qu'on va construire en modulaire avec l'un des matériaux les plus performants bioclimatiquement : le béton cellulaire. Nous avons le projet d'implanter ensuite une première unité de production industrielle et ses services connexes (marketing, commercial, logistique) à Selles-sur-Cher. »*

À l'ère du numérique, Cubéco utilise le digital et la robotisation pour la fabrication de bâtiments d'habitation. *« Les outils numériques (comme le BIM, la gestion des offres, la gestion des projets et les études) peuvent améliorer les projets en ajustant l'offre à la demande. En effet, aujourd'hui, la personnalisation de l'offre est une nécessité du marché. Mais elle doit coller aux exigences de compétitivité d'une entreprise viable. »* Cubéco prétend développer une offre *« avec de vastes possibilités de configuration architecturales en un délai record de conception, construction et livraison ».*

Éric Incarbona sur le chantier du prototype Cubéco à Selles-sur-Cher.

Un site de cœur et stratégique

D'abord, Éric Incarbona, fondateur de Cubéco, affiche sa *« volonté de renouer ainsi avec le passé industriel de la ville où sa famille est implantée depuis plusieurs générations ».* Mais le site répond aussi à des besoins stratégiques pour l'entreprise : *« La région dispose d'infrastructures de transport routier performantes. Elle se situe aux portes de la région parisienne et à moins d'une journée de route des autres régions européennes (BENELUX, Allemagne, Italie). Ce qui favorise un accès facile au plus large panel de consommateurs. Cubéco a par ailleurs déjà créé 3 emplois à Selles-sur-Cher, car le bassin d'emploi de la ville dispose des compétences techniques nécessaires au développement de l'entreprise. »* L.P

https://www.cubeco.fr

PUBLI INFORMATION

Ne restez plus dans le noir ! Réparation de vos volets roulants et de vos stores

Repar'stores, premier réseau national spécialisé dans la réparation et motorisation des volets roulants et de stores est désormais présent sur Blois, et ses alentours.
Jean-Philippe Dépierre, le franchisé Repar'stores de ce secteur, a tout de suite été séduit par ce concept novateur qui a pour but de prolonger la vie de vos volets roulants et stores avant d'envisager le remplacement.
La qualité du service du réseau Repar'stores, sa réactivité, sa rapidité d'intervention et ses tarifs très compétitifs (à partir de 70 € pour les réparations et 260 € pour les motorisations) séduisent près de 100 000 clients chaque année en France.

Jean-Philippe Dépierre, rigoureusement formé à ce métier spécifique, sait bien sur installer ou remplacer tous types de volets roulants, stores bannes, stores extérieurs et intérieurs, mais le cœur de son métier est de *« sauver »* l'existant : il préfère toujours réparer plutôt que de changer. Une conception économique et écologique, bien dans l'air du temps.
« Dans 90 % des cas, je peux réparer sur place immédiatement. J'ai plus de 400 références de pièces dans mon camion atelier, et s'il faut commander, je suis livré en 24 heures » nous confie Jean-Philippe.
Précisons enfin que les rendez-vous sont fixés dans les 48 heures, les devis sont gratuits et immédiats grâce à son progiciel embarqué. Toutes les prestations sont garanties pièces et main d'œuvre, de 2 ans (réparations) à 5 ans (moteurs).

repar'stores
Réparation et modernisation de volets roulants

Jean-Philippe Dépierre
Secteur de Blois
Tél. 06 58 62 41 39

Mail : jp.depierre@reparstores.com
Site Web : www.repar'stores.com

Agglopolys se mobilise pour soutenir les commerces, TPE et PME de son territoire

Agglopolys
Communauté d'agglomération de Blois

Isabelle Soirat est vice-présidente d'Agglopolys, en charge de la relation avec les entreprises et de la stratégie économique. *« Nous avons fait l'évident constat,* dit-elle, *que les entreprises de l'agglomération blaisoise ont souffert des deux confinements. Commerçants, restaurants et artisans ont tous été impactés, à des degrés divers, certains par une fermeture administrative. Tous ont donc besoin d'être soutenus ».*

Plus que jamais, le service économique de l'agglomération est à l'écoute et partie prenante. La crise sanitaire ne fait qu'augmenter cette attention, d'autant que les associations et instances locales ont alerté et sollicité ce service. Au premier rang la CPME, l'UMIH et les Vitrines de Blois, s'étaient mobilisées dès le premier confinement, et rappellent qu'aujourd'hui, bon nombre de leurs ressortissants sont à bout de souffle.

Depuis deux ans déjà, Agglopolys fait fonctionner un fonds de soutien aux artisans et commerçants de son territoire. Dès lors qu'ils investissent un minimum de 4 000 € dans des aménagements immobiliers, dans la rénovation des devantures et enseignes par exemple, une aide de 30 %, plafonnée à 5 000 € leur est versée. *« On s'est rendu compte que les entreprises en panne souffrent aussi d'un manque de trésorerie »*, insiste Isabelle Soirat.

C'est pourquoi, un fonds d'aide spécifique a été créé pour soutenir les commerces et TPE frappés par la dernière fermeture administrative décidée par l'État : Urgencéco. Ce dispositif exceptionnel propose une aide directe jusqu'à 5 000 € répartie en une subvention de soutien à la trésorerie de 2 500 € maximum, et une subvention d'investissement sur la transition numérique ou des équipements nécessaires à la pérennité de l'entreprise de 2 500 € maximum. Agglopolys abondera ce fonds à hauteur de 300 000 €. C'est Initiative Loir-et-Cher qui instruit les dossiers, des dossiers simples avec des éléments fac-

Isabelle Soirat, vice-présidente d'Agglopolys.

tuels. *« Grâce aux procédures simplifiées, les fonds seront débloqués au fil des besoins, souvent en moins d'une semaine »*, assure Isabelle Soirat.

Renseignement : initiative-loir-et-cher.fr / ilc@initiative-loir-et-cher.fr

Digitaliser les entreprises

Face au développement du e-commerce, les Vitrines de Blois, avec le soutien de la Ville de Blois, prépare la mise en place d'une *« place de marché »*, permettant aux commerçants de développer une offre de commerce en ligne. Le client peut ainsi dans un même panier et avec un seul règlement acheter des produits chez plusieurs vendeurs.

Compte-tenu de l'intérêt de la place de marché des Vitrines de Blois pour l'ensemble des commerçants et consommateurs de toute l'agglomération, Agglopolys va prendre en charge une partie du plan de communication de ce nouvel outil à l'échelle de l'agglomération.

D'autre part l'association Loir-et-Cher Tech a perçu une subvention pour aider les entreprises à s'approprier les outils numériques. Leur motivation de *« Porter secours aux naufragés du numérique »* trouve là tout son sens. L'association mettra des étudiants bénévoles à disposition des entreprises, pour accompagner cette visibilité des commerces dans le monde numérique.

« Attention, précise toutefois Isabelle Soirat, *Loir-et-Cher Tech ne se substitue pas aux entreprises professionnelles de l'informatique et de la communication. Il s'agit dans un premier temps, de faire un diagnostic et de conseiller ».*

Exonérations/Soutien

Agglopolys n'a pas attendu la seconde vague pour agir. Lors du premier confinement, des exonérations de loyers ont été effectives pour 50 entreprises pour un montant de 40 000 €, l'exonération de la redevance spéciale ordures ménagères a été appliquée, représentant 96 000 € pour 300 entreprises, et une participation de 200 000 € au fonds d'aide Renaissance initié par la Région et les EPCI a été votée... Des chèques cadeaux à dépenser dans les commerces de centre-ville ont été distribués à tous les agents de la Ville de Blois, d'Agglopolys et du CIAS du Blaisois.

Autant de signes envoyés pour que les entreprises continuent de vivre.

Soutenir la construction

Le secteur du bâtiment et des travaux publics est lui aussi lourdement impacté. Pour le soutenir, l'agglomération s'est engagée dans un plan d'aide à la rénovation des logements. 4M€ sur cinq ans pour inciter les propriétaires et les bailleurs à réaliser des travaux d'isolation thermique.

La commande publique vient aussi renforcer le dispositif de soutien aux entreprises locales, par le renforcement des commandes de bâtiments et de voirie.

Le financement de tous ces dispositifs de soutien direct ou indirect est bien entendu une question légitime. *« Notre société vit au ralenti,* observe Isabelle Soirat. *Certains secteurs comme l'événementiel, la culture, sont à l'arrêt ou presque. Dans l'immédiat, les dépenses que l'agglomération ne peut pas faire, sont autant d'argent qu'elle investit pour aider les autres secteurs ».* C'est ce que l'on appelle la solidarité, qui se renforce au quotidien. C'est aussi une gestion publique avec de nouveaux équilibres.

Saveurs 41 : Favoriser les circuits courts

En cette fin d'année, la plateforme, initiée par le conseil départemental de Loir-et-Cher, « *Saveurs41.fr* » s'est ouverte en plus des nombreux producteurs et artisans de métiers de bouche du Loir-et-Cher aux restaurateurs.

Lancée en avril 2019 pour donner plus de visibilité aux producteurs locaux, la plateforme Saveurs41.fr montre toute son utilité en période de confinement. En effet, cet outil numérique est particulièrement utile pour identifier les producteurs près de chez soi qui assurent la vente de leurs produits (sur l'exploitation ou sur les marchés), mais aussi les artisans des métiers de bouche (boulangers, pâtissiers, bouchers, brasseurs, chocolatiers…) par une recherche géographique ou thématique. Une augmentation de sa fréquentation a d'ailleurs été constatée. Initié par le Conseil départemental, en partenariat avec l'Observatoire de l'économie et des territoires, et réalisé en collaboration avec la Chambre de métiers et de l'artisanat, et la Chambre d'agriculture, l'outil continue d'évoluer. « Nous avons revu la présentation, changé le fond cartographique, ajouté des pictogrammes, et nous l'avons aussi rendu plus intuitif avec une navigation plus fluide sur tablette et smartphone », explique Thomas Tran Van, directeur adjoint de la transformation numérique et directeur de projet tourisme au Conseil départemental de Loir-et-Cher avant de poursuivre : « Sans être une application, les utilisateurs ont la possibilité d'ajouter un raccourci avec une icône pour avoir un accès rapide vers le site ».

Contenus enrichis

En plus des producteurs et artisans recensés (environ 400), une centaine de restaurateurs (tables étoilées, restaurants traditionnels, bars à vin…) référencée par l'Agence de développement touristique a été intégrée à la plateforme. Les chefs qui proposent de la vente à emporter en cette période de confinement sont indiqués. Le contenu du site a également été enrichi avec des vidéos ainsi qu'une présentation des savoir-faire du territoire (vins, fromages, recettes gourmandes...) ou encore un calendrier de saisonnalité des produits... « Notre objectif est de l'étoffer plus encore pour la prochaine saison touristique et de faire en sorte que cet outil propose une offre de service la plus complète possible pour s'approvisionner en produits locaux », précise Thomas Van Tran. Saveurs 41 s'inscrit dans une stratégie globale du département de promouvoir et favoriser les circuits de proximité et vient compléter la dynamique lancée dans la restauration des collèges du territoire ou encore Agrilocal41, plateforme de mise en relation entre acheteurs de la restauration collective et fournisseurs locaux.

Plus d'infos : www.saveurs41.fr

CONSOMMEZ LOCAL POUR LES FÊTES

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, à consommer avec modération.

© Africa Studio

Saveurs41.fr

Les produits du terroir de Loir&Cher en 1 clic

500 **producteurs, artisans et restaurateurs**
vous proposent leurs produits locaux
et recettes gourmandes près de chez vous.

Loir&Cher
LE DÉPARTEMENT
departement41.fr

« *Be LC* » : marque territoriale de l'agence d'attractivité de Loir-et-Cher

L'agence d'attractivité du Loir-et-Cher créée en juillet dernier a dévoilé le 19 novembre sa marque territoriale *« Be LC »* afin de promouvoir le territoire et d'attirer de nouveaux investisseurs, porteurs de projets et chefs d'entreprise.

Convaincus par le besoin d'organiser les forces et atouts du territoire afin de le rendre véritablement attractif auprès de différentes cibles, les conseillers départementaux ont décidé de créer une agence d'attractivité en Loir-et-Cher. *« Les élus sont là pour faciliter la création d'emplois et la crise sanitaire n'a pas remis en cause notre stratégie, car quand la reprise sera là, nous aurons de nouveaux outils importants et innovants en matière d'attractivité pour valoriser notre art de vivre, notre situation géographique, mais aussi notre patrimoine historique et naturel »*, explique Nicolas Perruchot, président du Conseil départemental. L'agence d'attractivité a donc pour vocation de faire en sorte que des investisseurs, porteurs de projet ou chefs d'entreprise pensent au Loir-et-Cher et y trouvent un environnement très propice à leur activité, mais aussi à leur vie de famille. Il s'agit aussi de chercher des profils qui font défaut. L'agence créée sous un statut associatif a notamment pour objectif de proposer une offre de services propres, visant à valoriser le territoire et à attirer de nouveaux acteurs. C'est pourquoi la marque territoriale *« Be LC »* a été créée avec pour objectifs de mobiliser la fierté des loir-et-chériens qui sont de véritables influenceurs, de fédérer et créer un esprit *« Be LC »*, d'organiser une influence sur les réseaux sociaux et médias, d'attirer de nouveaux talents, mais aussi de faciliter le recrutement et l'installation de nouveaux professionnels avec leur famille. *« Nous allons développer des outils pour les habitants, les associations et les recruteurs »*, souligne Karine Gourault, directrice de l'agence d'attractivité.

© Aurélien Charron

#fiersduloiretcher

Différents outils ont déjà été mis en place : la plateforme numérique loiretcher-attractivite.com, le #fiersduloiretcher, mais aussi une présence sur les réseaux sociaux (Facebook : BeLoirEtCher, Instagram : be_loiretcher, Youtube : BeLC Loir & Cher Attractivité, et Linkedin : BeLC Agence attractivité de Loir & Cher). *« Nous travaillons sur les réseaux sociaux pour créer une véritable communauté et 5 mini-films sont en ligne avec pour slogan : "Et si c'était simplement ça votre monde d'après" »*, précise Karine Gourault. En plus de cette communication, un premier service a été lancé pour soutenir les recruteurs publics et privés du territoire. À partir du site www.jobpack.fr, l'agence d'attractivité a déployé la solution Jobpack Loir & Cher. Proposée à tous les recruteurs, privés et publics, elle leur offre l'opportunité de faciliter les recrutements de leurs nouveaux talents. Une combinaison d'outils a été créée autour d'une plateforme numérique de mise en relation avec des Welcomers, pour un accompagnement personnalisé des candidats, ainsi que des pack à leur offrir qui valorisent le territoire avec des bonnes adresses, des produits locaux, des livres, des entrées pour visiter des sites touristiques... 30 Welcomers sont déjà à disposition des nouvelles recrues pour témoigner du bien-vivre en Loir-et-Cher et faciliter leur installation. Jobpack Loir & Cher pourra également étudier avec les employeurs tout besoin de pack sur mesure (dans le cadre d'une réorganisation ou changement de structure, de la mise en place d'une nouvelle politique commerciale ou RH...) à destination de leurs collaborateurs ou partenaires.

C.C-S.

Plus d'infos :
loiretcher-attractivite.com

Page Facebook : ***BeLoirEtCher***

1 000 chantiers pour les artisans

Dans le cadre du plan départemental de relance en faveur de l'économie locale, une première aide baptisée *« 1 000 chantiers pour nos artisans »* a pour objectifs d'injecter 1,5 millions d'euros dans l'économie locale pour la réalisation de chantiers et de générer au moins 3 millions d'euros de commandes pour les artisans.

Depuis le début de la pandémie de Covid-19, le Conseil départemental de Loir-et-Cher a mis en place différentes mesures de soutien pour répondre à la crise qui touche tous les secteurs d'activités (bâtiment et travaux publics, tourisme, loisirs, agriculture ou encore activités marchandes) mais également le pouvoir d'achat des ménages. Pour limiter l'impact de la crise sanitaire sur l'économie locale, Relance 41, plan de relance pour 2020-2022 va permettre de poursuivre ces mesures. Ses objectifs sont de renforcer l'attractivité départementale, poursuivre l'aménagement du territoire en partenariat avec les différentes collectivités et veiller aux populations les plus fragiles et précaires. Avec sa première action *« 1 000 chantiers pour nos artisans »*, le Département propose une aide aux collectivités afin qu'elles engagent rapidement leurs travaux d'investissement en les confiant à des artisans locaux. Ainsi, communes, communautés de communes et d'agglomération pourront bénéficier d'une aide à hauteur de 50 % du montant de la dépense, dans la limite de 5 000 euros de subvention par collectivité. Les travaux devront être réalisés par des artisans du Loir-et-Cher ou des départements limitrophes pour les communes situées géographiquement aux frontières du département. Le cumul des dépenses de plusieurs chantiers d'investissement est possible, l'aide maximale par collectivité étant de 5 000 euros (plus d'infos : 1000chantiers@departement41.fr). Le Conseil départemental prévoit d'injecter 1,5 millions d'euros dans l'économie locale pour la réalisation des chantiers. Cela devrait générer au moins 3 millions d'euros de commandes pour les artisans. Cette mesure ainsi que son enveloppe budgétaire seront proposées à l'assemblée départementale lors de la session de vote du budget primitif 2021 du 14 décembre prochain.

« *1000 & 1 partages* » lance sa boutique en ligne

La crise sanitaire qui s'éternise tend à fragiliser le milieu associatif. À l'image de *« 1000 & 1 partages »* à Neung-sur-Beuvron, des associations se réorganisent pour faire face.

L'association *« 1000 & 1 partages »* est une recyclerie créative créée en 2016. *« Comme tous les acteurs du réemploi, elle a quatre fonctions : réduire ses déchets, collecter des articles pour leur donner une seconde vie, créer du lien social avec des activités pédagogiques pour montrer aux gens comment limiter ses déchets, revendre à petit prix les articles collectés et éventuellement remis en état après de petites réparations »*, rappelle Marie-Ange Train, cofondatrice.

Pendant le reconfinement, en tant qu'actrice du réemploi, cette association peut rester ouverte, mais seulement pour la collecte. L'activité se limite alors au tri et aux installations et met en péril des emplois. Le conseil d'administration s'est donc réuni par visioconférence pour tenter de *« s'adapter à la situation tout en continuant l'activité, se réorganiser de telle façon que les salariés puissent continuer à travailler »*. L'association veut également se projeter au regard d'une crise sanitaire qui pourrait durer.

L'idée ? La vente en ligne avec des acheteurs qui viennent retirer leurs achats au point de retrait, les envois exigeant une logistique trop importante. L'association se fait référencer sur des sites comme ceux mis en place par les institutions publiques et qui répertorient les boutiques tel un annuaire, mais pour vendre en ligne, elle doit disposer d'une solution qui permette aux personnes de choisir les articles en ligne.

Certes, l'association postait déjà régulièrement sur son groupe Facebook *« pour valoriser les articles qu'on recevait, sur des thématiques afin de les inciter à venir »*. Mais la vente via ce canal s'avère fastidieuse, car les réservations peuvent se faire par plusieurs moyens (appel, message…).

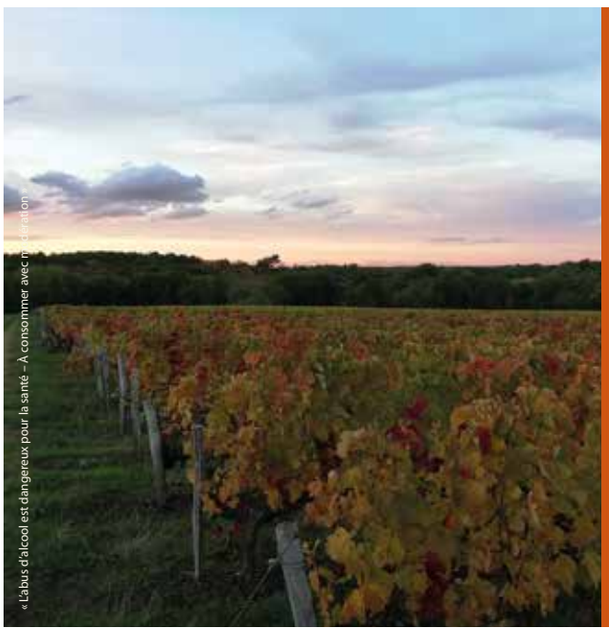
Ces constatations ont donc conduit *« 1000 & 1 partages »* à ouvrir une boutique en ligne. À condition que le public suive et que cela soit supportable pour une association tant sur le plan financier que logistique. Ils ont donc commencé par un *« sondage via les réseaux sociaux pour savoir si ce genre de formule pourrait intéresser »*, si les personnes en milieu rural connaissent le fonctionnement du *« click & collect »*. Rapidement, l'association obtient de nombreux retours et des demandes principalement pour les produits de première nécessité que sont les vêtements chauds et les bottes, mais également les jouets et les livres.

L'association a donc trouvé une plateforme de vente en ligne ouverte aux associations et à un coût modéré car une boutique intégrée à leur site demande une programmation et des moyens dont ils ne disposent pas. Il faut aussi que l'équipe y répertorie les articles, y référence les articles un à un et informe sur la mise en place de ce nouveau mode de vente.

Bref, *« on peut se permettre de tester cela pendant un mois pour voir si cela fonctionne »*. Le mois de décembre devrait donc révéler si ces efforts ont payé…

L.P

https://www.1000et1partages.org
https://1001-partages.eproshopping.fr



DOMAINE
MANDARD
VINS DE TOURAINE ET TOURAINE CHENONCEAUX

Nos vins de terroir, une invitation au plaisir

Vigneron à Mareuil-sur-Cher
Contactez-nous au 06 64 25 14 13 / mandard.je@wanadoo.fr
mandardjeanchristophe.com

Nouvelle agence immobilière à Blois : Une offre patrimoniale complète

Le cabinet indépendant B&V Patrimoine propose depuis quinze ans des services de Gestion de Patrimoine et de Courtage d'Assurance de Personnes et de Crédits. Depuis mai 2020, pour servir encore mieux les intérêts patrimoniaux de sa clientèle et pour répondre à leurs besoins de plus en plus nombreux, l'agence immobilière « Immobilier Patrimoine B&V » a été créée à Blois et Angers.

Au travers de leur société B&V Patrimoine, les deux associés, Véronique Ducrocq et Baptiste Babin, tous deux diplômés en Gestion de Patrimoine, conseillent leurs clients et prospects afin d'optimiser et de pérenniser leurs patrimoines financier et immobilier. L'équipe est complétée par Christine Arrault, assistante commerciale et administrative. Tous les trois ont entre 20 et 30 ans d'expérience dans les assurances. Ils proposent donc leurs compétences en Conseil en Investissement Financier, Courtage en Assurance de Personnes et en Prêt, et depuis récemment Immobilier. Parmi leurs activités : optimiser et pérenniser un patrimoine immobilier et financier afin de réduire au maximum ses impôts et diminuer les frais successoraux de ses héritiers, rechercher les produits d'assurance de qualité les plus adaptés aux besoins de leurs clients en interrogeant l'ensemble des meilleures compagnies du marché ou encore rechercher le meilleur taux de prêt auprès de partenaires banquiers pour des crédits immobilier et professionnel. *« Nous travaillons avec une trentaine de compagnies et établissements bancaires pour servir au mieux nos clients qui sont des particuliers, entreprises, professions libérales, artisans ou commerçants »*, précisent les gérants.

Nouvelles Agences immobilières à Blois et Angers

Afin de servir encore mieux les intérêts patrimoniaux de leur clientèle, ils se sont entourés de professionnels de l'immobilier et ont créé une agence à Blois en mai 2020 et à Angers. Achat, Vente, Location ou Investissement ancien ou neuf, l'agence "Immobilier Patrimoine B&V" indépendante et de proximité offre son savoir-faire et son expérience acquise au travers de leur associé, Pierre Babin, sur le secteur de l'immobilier depuis de nombreuses années. Sérieux, disponibilité et professionnalisme sont les maîtres mots de l'équipe pour répondre à tous types de projets immobiliers. *« Notre savoir-faire en matière de gestion de patrimoine, de courtage d'assurances de personnes et de courtage de prêt, complété par le service immobilier va nous permettre d'enrichir notre offre patrimoniale »*, soulignent les associés. Un suivi complet et régulier peut ainsi être assuré en fonction des besoins des clients. D'ici trois ans, différents projets de développement sont déjà prévus avec deux recrutements (un gestionnaire de patrimoine, conseiller en investissement financier et un négociateur en immobilier), mais aussi l'ouverture de trois nouvelles agences à Vendôme, Nantes et Tours.

B&V PATRIMOINE
Conseil · Placement · Assurance · Crédit

B&V Patrimoine
1 Quai de l'Abbé Grégoire et
2 rue du Bourg Moyen à Blois

Horaires : du lundi au jeudi
(8h45 à 12h30 et
de 13h30 à 17h30),
vendredi (8h45-12h).
Vendredi après-midi et samedi matin
sur rendez-vous.

Tél. 02 54 56 10 54

Mail : contact@bvpatrimoine.fr
www.bvpatrimoine.fr

IMMOBILIER
PATRIMOINE
B&V

Immobilier Patrimoine B&V
2 rue du Bourg Moyen à Blois
Horaires : du lundi au vendredi
(9h à 12h et de 14h à18h).
Samedi matin sur rendez-vous.

Sandrine Boutin : 06 58 80 40 01
Tél. 02 45 35 00 19

Mail : contact@immobolierpatrimoine.fr
www.immobilierpatrimoinebv.fr

> *« Notre savoir-faire en matière de Gestion de Patrimoine complété par le service Immobilier, va nous permettre d'enrichir notre offre patrimoniale »*

Méthanisation en Centre-Val de Loire : nouvel appel à projets

Lutter contre le changement climatique implique des changements en profondeur de la société et de nos modes de consommation. Un des enjeux principaux réside dans la réduction de nos besoins énergétiques et la production d'énergie renouvelable. La méthanisation constitue une réponse à ces enjeux, mais également à ceux liés à la valorisation des déchets organiques, dans une logique d'économie circulaire. Un appel à projets vient d'être lancé en région Centre-Val de Loire.

En valorisant les biodéchets et les déchets organiques, la méthanisation permet de produire du digestat réutilisable ainsi que du biogaz 100% renouvelable qui contribue à l'autonomie énergétique des territoires. Ainsi, l'ADEME Centre-Val de Loire, la Région Centre-Val de Loire et Bpifrance unissent leurs ressources pour soutenir de nouveaux projets de méthanisation en Centre-Val de Loire.

Cet appel à projets Méthanisation 2021 donne la priorité aux projets de méthanisation alliant production d'énergie renouvelable et réponses aux enjeux environnementaux, en proposant notamment une solution alternative à l'enfouissement et l'incinération des biodéchets et favorisant le développement d'une agriculture durable. Les projets devront réunir performance et rentabilité afin d'être exemplaires et facilement reproductibles. L'intégration de ces projets au sein de leur territoire étant une préoccupation centrale pour leur réussite, une attention toute particulière sera portée à la concertation et l'acceptabilité des projets présentés.

La méthanisation constitue une source d'énergie renouvelable locale et une alternative efficace à l'enfouissement et à l'incinération des biodéchets.

« La méthanisation constitue une source d'énergie renouvelable locale et une alternative efficace à l'enfouissement et à l'incinération des biodéchets, explique Mohamed Amjahdi, directeur régional de l'ADEME Centre-Val de Loire. *C'est pourquoi l'ADEME soutient et encourage depuis plusieurs années les porteurs de projets qui souhaitent inscrire ce mode de valorisation dans leur stratégie de transition énergétique et écologique. Nous sommes également très soucieux de la dimension sociale et citoyenne des opérations qui doivent prendre en compte la santé et le bien-être des riverains. L'ADEME a ainsi produit un certain nombre de guides techniques et méthodologiques qui présentent des clés pour assurer l'acceptabilité sociale des projets. »*

Les porteurs de projets (agriculteurs, collectivités, entreprises, etc.) sont invités à se pré inscrire jusqu'au 30 novembre 2020 puis à déposer leurs dossiers de candidature avant le 22 janvier 2021 sur le site https://agir-pourlatransition.ademe.fr.
Quatre critères seront examinés pour sélectionner les candidats retenus : la qualité du portage et la robustesse du financement ; la qualité de l'approvisionnement ; la qualité de la valorisation énergétique et du digestat ; la qualité globale de l'opération, en particulier son intégration environnementale et sociale.

L'exemple de Lamotte-Beuvron
À Lamotte-Beuvron, un projet porté par la société coopérative d'intérêt collectif Sologne Agri Méthanisation collecte les effluents de la Fédération française d'équitation, de la ville de Lamotte-Beuvron et de dix exploitations agricoles locales. Les quelque 24 000 tonnes de déchets organiques (effluents d'élevages, fumiers équins et boues de la station d'épuration voisine) récupérées sont transformées en biométhane. Les agriculteurs peuvent épandre le digestat dans leurs champs pour les fertiliser. L'unité de 200 Nm3/s fournit en biogaz l'équivalent de 2 800 logements et devrait, à terme, rendre la commune solognote autonome en gaz. Un véritable cercle vertueux !

E.C

100% SERVICE
100% QUALITÉ
Une signature de **référence** pour tous vos projets
7/7 - 24h/24

PELLÉ ÉLECTRICITÉ
8, rue Louis et Auguste Lumière
41000 BLOIS
02 54 43 49 14
pelle-electricite.fr

CALLAC ÉLECTRICITÉ
Zac des Courtis 2 allée Ernest Nouel
41100 VENDÔME
02 54 77 66 10
callac-electricite.fr

BROUDIC PLOMBERIE
2 rue des écoles
41100 BLOIS
02 54 78 02 78
broudic-plomberie.fr

Tous les produits de fête sont en Loir-et-Cher

Les fêtes de fin d'année sont l'occasion de soutenir et valoriser les producteurs du département en achetant local pour ses menus et cadeaux.

Foie gras, escargots, terrines, volailles, poissons, fromages, bûches glacées, gâteaux secs confiseries, vin, bière... Il est possible de composer son menu de fête de l'apéritif au dessert avec des produits du terroir de qualité 100 % loir-et-chériens. « *Le département est riche en productions et on trouve tout pour réveillonner local* », souligne Nathalie Henault, relais de Bienvenue à la Ferme à la Chambre d'agriculture de Loir-et-Cher. Par ailleurs, de plus en plus d'artisans (traiteurs, restaurateurs, boulangers, pâtissiers...) travaillent avec des produits locaux. « *Et suite au premier confinement, des commerces de proximité ont souhaité aussi proposer à la vente des produits locaux* », ajoute Anaïs Le Moign, conseillère Circuits de proximité à la CA41.

Trois magasins de producteurs

Ces dernières années, pour répondre à la demande des consommateurs, des exploitants agricoles représentant tous types de productions se sont mobilisés et associés pour créer trois magasins de producteurs dans le département : « *La Ferme* » à Saint-Gervais-la-Forêt, « *O'Pré des paysans* » à Blois et « *Les Bio du Coin* » à Naveil. Ils proposent une diversité de produits (fruits et légumes, viande, fromages, légumineuses, conserves...) pour consommer local. Par ailleurs, de nombreux agriculteurs font de la vente directe à la ferme. La plateforme Saveur41.fr (lire pages 6-7) recense notamment producteurs, artisans des métiers de bouche et marchés du Loir-et-Cher pour trouver facilement des produits locaux par une recherche géographique ou thématique. Ce site a été lancé en avril 2019 à l'initiative du Conseil départemental, en partenariat avec l'Observatoire de l'économie et des territoires, et réalisé en collaboration avec la Chambre de métiers et de l'artisanat, et la Chambre d'agriculture.

Plus d'infos :
Chambre d'Agriculture de Loir-et-Cher
11-13-15 rue Louis Joseph Philippe
CS 41808 - 41018 Blois Cedex
Tél. 02 54 55 20 00
Fax : 02 54 55 20 01
accueil@loir-et-cher.chambagri.fr
www.loir-et-cher.chambres-agriculture.fr

Marché de Noël des producteurs locaux

Le marché de Noël de la Chambre d'agriculture et de l'association « *Bienvenue à la ferme* » aura lieu les 21 et 22 décembre au Jeu de Paume, à Blois. Il est devenu un rendez-vous incontournable pour faire le plein de produits locaux pour les repas des fêtes de fin d'années mais aussi trouver de belles idées de cadeaux. Une trentaine de producteurs seront présents pour offrir un large choix de produits de qualité : fromages, noisettes, agneau, volailles, glace, miel, escargots, safran, huîtres, chocolats, pains, bière, vin, huiles…

La cave des vignerons de Mont-près-Chambord s'adapte à la crise

Malgré la crise sanitaire, la cave des vignerons de Mont-près-Chambord poursuit ses projets et cherche de nouvelles voies de commercialisation pour survivre.

« Ce deuxième confinement est plus difficile car même si nous pouvons rester ouvert en tant que boutique spécialisée, les ventes en grande distribution ont chuté et cela représente 70 % de notre chiffre d'affaires », explique Aurore Pornin, directrice de la cave des vignerons de Mont-près-Chambord qui compte une petite vingtaine de vignerons. Cependant, les offres de fin d'année ont été lancées avec une cuvée spéciale haut de gamme pour les fêtes. *« Il s'agit d'un cépage Romorantin sous l'appellation Cour-Cheverny qui a vieillit un an en fût et dont nous avons un nombre de bouteilles limité »*, précise la directrice. Des coffrets découverte avec différentes bouteilles sont également proposés, ainsi que des bons cadeaux de 20, 50 ou 100 euros. La cave coopérative a également développé la vente en ligne qui fonctionne très bien. *« À fin octobre, nous avions déjà dépassé le nombre de ventes par rapport à une année complète »*, souligne Aurore Pornin. Elle compte ainsi des clients un peu partout en France : région parisienne, Pays de la Loire, Bretagne, Pyrénées et même en Corse. Actuellement, les ventes de la cave des vignerons de Mont-près-Chambord sont réparties entre la grande distribution et les cafés-hôtels-restaurants (70 % et 10 %), l'export (10 %) et la vente directe (10 %). *« L'objectif serait d'égaliser les ventes à 1/3 pour chaque secteur »*, explique la directrice avant d'ajouter : *« En tous cas, l'équipe garde le cap avec de nombreux projets, on réfléchit aux prochaines cuvées, on aimerait entrer dans des comités d'entreprise, proposer des commandes groupées pour optimiser la livraison, on continue à avancer pour se démarquer, rendre curieux et essayer de survivre »*. Dernièrement, un système de carte de fidélité numérique a été mis en place. À son passage en caisse, le client peut rentrer son numéro de téléphone, puis il reçoit un SMS qui l'invite à créer son profil en ligne, il bénéficie ensuite d'une offre de bienvenue et d'autres avantages selon le montant d'achat atteint.

Plus d'infos : ***www.vigneronsdemontpreschambord.com***

Enedis : après une crise inédite, cap sur 2025

C'est l'un des acteurs dont l'action est essentielle au quotidien et qui a été mobilisé tout au long de la crise : Enedis, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité en France, se tourne dès maintenant vers l'avenir après un bilan tiré du premier confinement.

Eric Beaujean, directeur régional d'Enedis Centre-Val de Loire.

Si l'entreprise a fait face à des crises climatiques par le passé, elle n'avait jamais connu de période similaire à celle vécue au printemps 2020. *« La situation très particulière du confinement nous a obligés à nous adapter »*, explique Eric Beaujean, directeur régional d'Enedis Centre-Val de Loire, qui se souvient avoir dû réagir avant le premier jour. La société faisant de la santé et de la sécurité de ses collaborateurs une priorité, des mesures sont prises très rapidement : *« Au bout d'une semaine, l'ensemble des salariés pouvant exercer à distance était en télétravail, et un protocole sanitaire était en place »*, relate le directeur régional en précisant que ce protocole a ensuite contribué à la rédaction du protocole dans le secteur de l'énergie au niveau national. Le secret d'une mobilisation aussi rapide ? Une anticipation de longue date – les équipes disposent alors de masques achetés à l'occasion des précédentes crises, comme celle de la grippe H1N1 –, et des réseaux déjà digitalisés. *« Grâce au compteur Linky, nous avons pu mettre en service de nombreuses installations sans faire déplacer de techniciens, et réalisé plus de 77 000 opérations à distance en région Centre-Val de Loire »*, raconte Eric Beaujean, ajoutant que cela a plus que jamais démontré l'intérêt d'installer des compteurs Linky.

Lorsque le secteur du BTP reprend au mois d'avril, l'entreprise accompagne également la reprise des chantiers en installant les équipements nécessaires, élaborant des plans de sécurité intégrant les nouveaux paramètres imposés par le contexte épidémique. *« Finalement, grâce à un solide plan de continuité de services, nous avons su nous mettre en ordre de bataille et adapter nos modes de travail »*, estime le directeur régional, pour qui le bilan reste positif malgré les nombreuses leçons à tirer de la période. Quant aux outils de management et de travail à distance, développés mais encore jamais testés… *« On sait désormais ce que l'on peut garder et ce que l'on ne gardera pas »*, conclut-il.

> *« La situation très particulière du confinement nous a obligés à nous adapter »*

Questionner les enseignements tirés de la crise

Afin d'être au rendez-vous des mutations qui s'opèrent aujourd'hui et d'anticiper celles de demain, l'entreprise se tourne dès aujourd'hui vers 2025. Objectif affiché ? Devenir le service public préféré des Français au service de la transition écologique, à travers la mise en place d'un *« Projet industriel et humain 2020-2025 »* co-construit par Enedis avec ses salariés, ses clients et ses partenaires. Pour participer à la relance placée par le gouvernement sous le signe de l'écologie, Enedis s'engage en effet à renforcer ses savoir-faires en matière de développement durable, mais aussi et surtout à continuer d'innover. Trois ambitions jalonnent le chemin sur lequel s'engage la société : poursuivre sur la voie de la transformation digitale, qui selon Eric Beaujean *« apporte de la flexibilité et simplifie le quotidien des usagers du réseau »*, préserver la confiance que lui porte ses clients, mais aussi être un partenaire clé des territoires en leur proposant des solutions adaptées à leurs enjeux. Des axes de travail sur lesquels le gestionnaire du réseau de distribution est déjà en train de plancher, comme on le voit par exemple à Ballan-Miré où un projet de *« Smart Lab »* a été impulsé en partenariat avec la municipalité, l'entreprise Smartome, le cluster Noveco et Polytech. Objectif selon Eric Beaujean ? *« Mieux gérer les consommations d'énergie et d'eau, mais aussi la qualité d'air en installant, en complément des compteurs Linky, des capteurs connectés dans les bâtiments communaux et en croisant des informations »*. Un projet d'envergure qui devrait constituer un outil d'aide à la prise de décision… Mais témoigne aussi des beaux jours qu'Enedis a devant elle.

Le cri d'alarme des professionnels des travaux publics

La Fédération régionale des travaux publics du Centre-Val de Loire alerte les collectivités locales sur la chute du nombre d'appels d'offres.

« Les perspectives sont très alarmantes », s'inquiète Christian Bodin, le nouveau président de la Fédération régionale des travaux publics du Centre-Val de Loire qui représente 670 entreprises et 10 000 salariés permanents. Alors que l'activité des deux premiers mois de l'année était supérieure de plus de 10 % à celle de 2019, la crise sanitaire a fait chuter de 56 %, en avril, le chiffre d'affaires des entreprises régionales. Il est, depuis, resté en retrait de 6 à 14 % selon les mois. *« Nous prévoyons au final un recul de 15 % de l'activité en 2020 et, plus grave encore, nous sommes sans aucune perspective de reprise en début d'année »*, alerte Christian Bodin.

Un véritable coup de frein pour le secteur

Le secteur des travaux publics dépend à près de 70 % des collectivités locales et marque traditionnellement une pause en période pré-électorale pour mieux se relancer ensuite. Or, le report du second tour des élections municipales s'est traduit par un *« coup de frein »* de moins 70 % sur les appels d'offres en avril, aggravé par la crise sanitaire. Depuis le second tour de juin, le retard n'a pas été rattrapé et se situe à plus de 30 % d'appels d'offres en moins par rapport à 2019. *« Les prévisions pour le début d'année ne sont guère plus favorables,* ajoute Christian Bodin, *et c'est la raison pour laquelle nous lançons un appel en direction des mairies, conseils départementaux et syndicats intercommunaux afin qu'ils ne confinent pas la relance alors même que les besoins sont là et les moyens financiers disponibles. »*

© Fédération régionale des travaux publics Centre-Val de Loire

Christian Bodin, président de la Fédération régionale des travaux publics du Centre-Val de Loire.

Les raisons de lancer des chantiers de travaux publics ne manquent effectivement pas, comme le révèle une récente étude de la Cellule économique régionale de la construction (CERC). Cette instance réunissant les services spécialisés de l'État et les professionnels des travaux publics a livré pour la première fois une étude sur l'état des infrastructures en Centre-Val de Loire. *« Il ressort de cette analyse qu'il est nécessaire de mener des travaux d'entretien ou de rénovation sur 42 % du réseau des routes départementales et métropolitaines »*, indique François Huret, le président de la CERC. Autre exemple, *« le réseau d'eau potable, vieillissant, perd 19 % de l'eau acheminée et demanderait, au rythme actuel, 340 années pour être entièrement renouvelé. Ce qui est trop lent si l'on considère que la durée de vie conseillée d'une canalisation est de 70 ans »*, précise-t-il. *« Ces investissements sont utiles et sont un moyen de répondre concrètement aux enjeux de la transition écologique et énergétique des territoires,* conclut Christian Bodin. *Ils sont également nécessaires pour préserver la valeur de notre patrimoine collectif ainsi que pour la survie de nos entreprises. Il est donc fondamental que les collectivités locales redonnent l'impulsion nécessaire à une filière qui fait travailler directement près de 12 000 personnes en région Centre-Val de Loire ».*

E.C

© jcomp – Freepik

ADHERER

C'est nous permettre de continuer !

SOUTENEZ le THÉÂTRE MONSABRE afin de pouvoir continuer à vous faire rire !

Pour 5 € à l'année, devenez adhérent de l'association du théâtre Monsabré. Paiement par PayPal sur le site theatremonsabre.fr ou par chèque à l'ordre du théâtre Monsabré - À envoyer au 56 av de Verdun 41000 Blois. Renseignements au **06 44 80 25 45** ou par mail sur **adherent.monsabre@gmail.com**

Votre Magasin E.Leclerc de Blois à votre service quelles que soient les circonstances

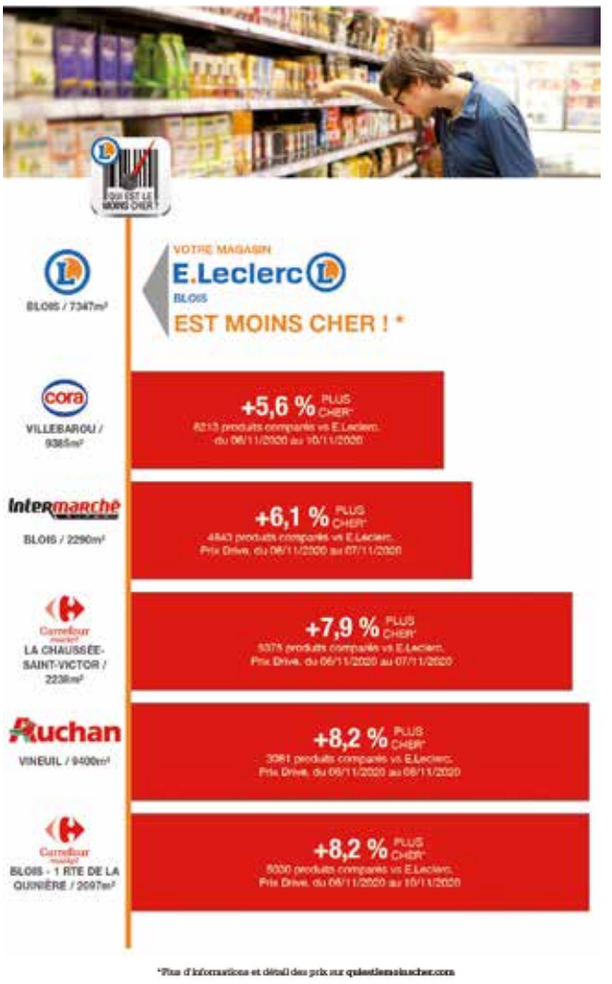
« Dans le contexte sanitaire particulier que nous traversons, notre quotidien et nos habitudes sont bouleversés. Nos rayons ouvrent, ferment, les approvisionnements sont affectés et nous devons vendre pour le magasin en ligne ou par téléphone…Dans ces conditions, l'ensemble des personnels montre ses capacités d'adaptation, de sang froid et son professionnalisme »

E.Leclerc ZAC DU BOUT DES HAYES Blois

En ligne ou par téléphone

Dès le premier confinement ; l'équipe du magasin à mis à la disposition de sa clientèle deux outils qui ont la preuve de leur efficacité, « *clic and collect* » et « *call and collect* » et qui resteront disponible tant qu'il sera nécessaire et que l'évolution de la situation sanitaire l'exigera. Dans les deux cas, le client bénéficie du choix le plus large possible en fonction des circonstances et de conseils avisés. Après l'édition d'un bon de commande, le client est invité à venir retirer sa commande dans un espace dédié installé à proximité du SAV. Là, très rapidement, les colis vous sont remis dans le plus stricte respect des gestes sanitaires. Particularité du magasin blésois : le client dispose d'un numéro de téléphone pour chaque rayon concerné. Il est alors en relation avec un interlocuteur spécialiste du rayon et de son contenu.

La flexibilité des équipes et leur polyvalence ajoute encore à la qualité de ces services et à la rapidité de réponse de l'enseigne E.Leclerc de Blois.



Renforcer la ligne de caisse

Autre atout de la polyvalence interne des personnels, le renforcement des caisses pour fluidifier la circulation des clients

Un Drive de plus en plus performant

Le premier confinement avait vu l'explosion des commandes au Drive. L'expérience de cette première phase a permis d'améliorer encore la qualité de ce service : rapidité, diversification, sécurité sanitaire. L'élargissement de l'offre (Jouets, livres, TV…), le renforcement des équipes disponibles et leur capacité d'anticipation font aujourd'hui du Drive un véritable service adapté à une situation complexe et à l'attente de la clientèle.

E.Leclerc

Toujours le moins cher

Une clientèle toujours servie au meilleur prix sur l'ensemble de l'agglomération blésoise

Des Fêtes en perspective et un rayon traiteur de qualité

Ce sont des promotions à couper le souffle – de 15 à 50 % - qui vous seront proposées lors des 3 week-end qui précèderont Noël sur tous les rayons. Au cours du 3e week-end promo, tous les comptoirs « traditions » seront à moins 20 %.

Un calendrier de l'avent réservera ses étonnantes surprises du 1er au 24 décembre, foie gras, champagne, jouets…

Le rayon traiteur ne sera pas en reste et sera au rendez-vous de vos attentes grâce à un pôle spécifique disponible du 24 novembre au 31 décembre pour choisir votre repas de fêtes.

« Commander dans votre Centre E.Leclerc ou rendez-vous sur le site Internet www.traiteur.leclerc »

Clôture commande de Noël le 19 décembre
Clôture commande Réveillon le 26 décembre

Votre catalogue disponible en magasin

Une palette de choix très large : Menu saveur, menu tradition, menu gourmet, menu fête, buffet froid, menu raclette, accompagnements. Sans oublier les conseils du sommelier.

Trois premiers week-end de décembre
Présence du Père Noël avec son traineau !
Dans le respect des règles sanitaires en vigueur.

Dimanches d'exception les 6 et 13 décembre

E. LECLERC

Centre commercial La Salamandre • 15, rue du Bout-des-Hayes 41000 Blois

Ouvert de 9 h à 20 h. Tous les jours sauf les dimanches excepté les 6 et 13 décembre

Le baromètre de la conjoncture régionale bloqué sur le temps incertain

En croisant les analyses régionales de l'INSEE, de la Banque de France et d'autres organismes, le retour à un meilleur niveau d'activité économique reste encore incertain et lointain.

L'aiguille du baromètre des prévisionnistes est sortie de la zone « *tempête* » et tremble sur le secteur « *variable* ». Elle ne se dirige en tout cas pas vers la zone de « *beau temps* ». Le mauvais temps et les dépressions, tant économiques que morales, se sont accumulés depuis le début de l'année comme de gros cumulo-nimbus qui annoncent l'orage. Après le confinement brutal et total du printemps, le reconfinement, plus limité, de novembre a mis un coup de frein à la reprise qui s'amorçait avec les beaux jours.

« *Un fléchissement de l'activité est attendu en novembre, mais de façon plus différenciée et plus limitée que lors du premier confinement* », indique l'INSEE de la région Centre-Val de Loire dans sa note de conjoncture de début novembre.

Carnets de commandes en recul

S'appuyant sur l'enquête que réalise la Banque de France chaque mois auprès des entreprises afin de recueillir leurs chiffres d'activité et leurs prévisions, l'INSEE observe que « *la situation des carnets de commandes est toujours jugée dégradée par rapport à la période d'avant-crise. Les chefs d'entreprise restent également très prudents quant aux perspectives d'activité dans les prochaines semaines, et apparaissent de plus en plus hésitants à donner des prévisions au regard des incertitudes entourant la situation sanitaire.* » Cette observation reste valable quel que soit le secteur d'activité.

La dégradation de l'activité économique, qui est inférieure de 5,3% fin août à celle de l'année précédente, s'est traduite par une augmentation du nombre de demandeurs d'emploi. Sur un an, l'emploi salarié est en net retrait de manière plus accentuée dans la région qu'au niveau national (respectivement - 2,8 % et - 2,3 %).

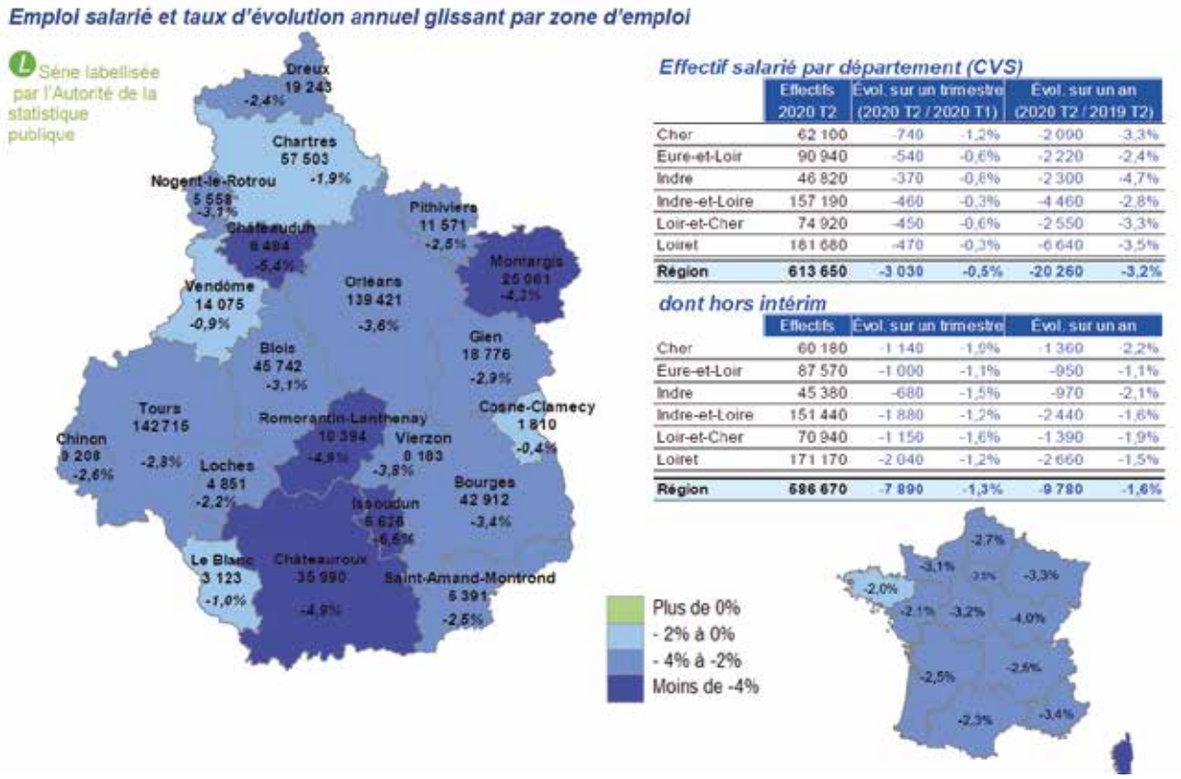
19 400 emplois perdus au premier trimestre

L'URSSAF du Centre-Val de Loire chiffre précisément la perte d'emplois du secteur privé à 3 000 postes fin juin, qui s'ajoutent aux 19 400 perdus au premier trimestre.

« *L'hôtellerie-restauration est le secteur le plus affecté et revient à son niveau d'emploi d'il y a 4 ans. Les sports, arts et spectacles sont également très durement touchés tandis que la construction résiste* », commente l'organisme de recouvrement des cotisations sociales.

Le secteur du bâtiment et des travaux publics, qui avait pourtant démarré l'année en beauté, a été stoppé dans son élan par le premier confinement et s'inquiète de l'absence d'appels d'offres des collectivités locales (lire par ailleurs).

Corollaire du marasme économique, la création d'entreprises marque aussi le pas avec un recul de près de 18 % au deuxième trimestre.



	Effectifs 2020 T2	Évol. sur un trimestre (2020 T2 / 2020 T1)		Évol. sur un an (2020 T2 / 2019 T2)	
Cher	62 100	-740	-1,2%	-2 000	-3,3%
Eure-et-Loir	90 940	-540	-0,6%	-2 220	-2,4%
Indre	46 820	-370	-0,8%	-2 300	-4,7%
Indre-et-Loire	157 190	-460	-0,3%	-4 460	-2,8%
Loir-et-Cher	74 920	-450	-0,6%	-2 550	-3,3%
Loiret	181 680	-470	-0,3%	-6 640	-3,5%
Région	**613 650**	**-3 030**	**-0,5%**	**-20 260**	**-3,2%**

	Effectifs	Évol. sur un trimestre		Évol. sur un an	
Cher	60 180	-1 140	-1,9%	-1 360	-2,2%
Eure-et-Loir	87 570	-1 000	-1,1%	-950	-1,1%
Indre	45 380	-680	-1,5%	-970	-2,1%
Indre-et-Loire	151 440	-1 880	-1,2%	-2 440	-1,6%
Loir-et-Cher	70 940	-1 150	-1,6%	-1 390	-1,9%
Loiret	171 170	-2 040	-1,2%	-2 660	-1,5%
Région	**586 670**	**-7 890**	**-1,3%**	**-9 780**	**-1,6%**

L'emploi salarié en chute libre. Évolution de l'emploi salarié en région Centre-Val de Loire à la fin du deuxième trimestre 2020.

> *« Au quatrième trimestre, les incertitudes quant à la résurgence de l'épidémie conduiraient à un essoufflement de la reprise »* INSEE

Un meilleur PIB en 2022

Dans un tel contexte, difficile d'établir des prévisions fiables pour les semaines et les mois à venir. L'INSEE estime toutefois qu' « *au quatrième trimestre, les incertitudes quant à la résurgence de l'épidémie conduiraient à un essoufflement de la reprise. Les secteurs les plus touchés par la crise pourraient voir leur activité se dégrader du fait des mesures de restrictions, et la consommation pourrait fléchir. En fin d'année, après un vif rebond au troisième trimestre (+ 16 % par rapport au deuxième), le PIB français resterait stable, 5 % environ en dessous de son niveau d'avant-crise. Sur l'année 2020, il se contracterait d'environ 9 %* ».

Les économistes s'accordent à estimer que le rattrapage des points de PIB perdus sera difficile et lent à réaliser. Différents scénarios sont élaborés sur la base d'un rebond en sortie de deuxième confinement, mais qui serait pénalisé par le décrochage de l'emploi et la persistance de certaines résistances. Il est fort probable que les effets de la crise sanitaire se fassent sentir pendant encore de longs mois. Dans ce contexte troublé, le retour à un niveau de PIB d'avant crise ne pourrait être espéré qu'en 2022. À moins que l'aiguille du baromètre ne se bloque définitivement sur « *beau fixe* ».

B.G

PUBLI INFORMATION

La réforme de la procédure de divorce contentieux

Ordre des avocats de Blois

Le 1er janvier 2021 entrera en vigueur une réforme importante qui changera substantiellement la procédure de divorce contentieux ; l'objectif étant une simplification de cette procédure.

Il existe quatre cas de divorce qui resteront inchangés : le divorce par consentement mutuel, envisagé lorsque les époux sont d'accord tant sur le principe du divorce que sur toutes ses conséquences et trois autres cas dits « *divorces contentieux* » : le divorce accepté (les époux sont d'accord sur le principe du divorce, mais pas sur toutes ses conséquences), le divorce pour altération du lien conjugal (lorsque les époux vivent séparés depuis un certain temps) et enfin, le divorce pour faute.

Les anciennes pratiques concernant les « *divorces contentieux* »

Jusque-là, la procédure était initiée à l'initiative de l'un ou de l'autre des époux par requête. Les époux étaient convoqués devant le Juge aux affaires familiales à l'audience de conciliation. À défaut de conciliation, le Juge fixait les mesures provisoires le temps de la procédure de divorce (en attendant le prononcé du divorce). Il se prononçait sur les mesures concernant les époux : attribution à l'un ou à l'autre de la jouissance du logement familial, répartition des crédits en cours, fixation d'une pension alimentaire au profit de l'un ou de l'autre des époux lorsque la situation le justifiait et sur les mesures concernant les enfants (autorité parentale, résidence habituelle, droit de visite et d'hébergement, pension alimentaire) aux termes d'une ordonnance dite « *ordonnance de non-conciliation* ». Les époux, par voie de requête conjointe, ou l'un d'eux par voie d'assignation saisissaient ensuite le Magistrat d'une demande tendant à voir prononcer le divorce et statuer sur ses conséquences.

Les nouvelles règles

À compter du 1er janvier 2021, la saisine du Juge se fera directement par assignation ou par requête conjointe des deux époux (la requête unilatérale en divorce est supprimée.). La demande en divorce sera rédigée par un avocat qui interviendra dorénavant dès le début de la procédure. Dès ce premier acte de procédure, le demandeur devra faire une proposition de règlement des intérêts pécuniaires et patrimoniaux des époux. L'audience de conciliation est supprimée (les parties n'auront plus d'entretien individuel avec le juge). La procédure en deux temps n'existera donc plus. L'avocat se rapprochera dorénavant du greffe pour obtenir une date d'audience d'orientation du dossier et sur les mesures provisoires.

En effet, les mesures provisoires subsistent si l'une ou l'autre des parties sollicite la fixation de telles mesures.

Autres éléments importants de cette réforme :

• Les époux (y compris les majeurs protégés) pourront décider d'accepter le principe de la rupture du mariage sans considération des causes de cette rupture par le biais d'un acte sous signature privée contresigné par leurs avocats. Jusque-là, ce type de divorce devait être constaté par le Juge au cours de la conciliation ou au cours de l'instance.

• Le divorce pour altération du lien conjugal qui est actuellement prononcé lorsque les époux justifient d'une séparation de deux ans à la date de l'assignation pourra être prononcé lorsque les époux pourront justifier d'une séparation d'un an.

En conclusion, si l'application de cette réforme aura été plus longue que prévu, puisque qu'elle aura été reportée à plusieurs reprises, elle tend vers une simplification de la procédure de divorce qui de fait, devrait la rendre plus rapide.

Ordre des avocats au Barreau de Blois
Palais de Justice
place de la République
41000 Blois

Tél. 02 54 74 02 73

Devenez ingénieur-e après un bac général à spécialités scientifiques, STL, STI2D ou un bac +2 scientifique ou technique.

Un choix parmi :
4 spécialités : Généraliste, BTP, Informatique et Systèmes embarqués
32 options, **25** campus et **2** statuts apprenti ou étudiant

CAMPUS CESI ORLÉANS
1 allée du Titane – 45100 Orléans
Arthur Foulon – afoulon@cesi.fr

cesi ÉCOLE D'INGÉNIEURS

Retrouvez-nous sur : parcoursup

ecole-ingenieurs.cesi.fr

Conférence des Grandes Écoles · Cti · HESAM Université

Établissement d'enseignement supérieur technique privé

« *Localdabord* » : le portail bouée de sauvetage du commerce régional

Volant au secours des commerçants, artisans et restaurateurs, le Conseil régional a ouvert un portail numérique de promotion du commerce local et des circuits courts.

Seulement 30 % des commerçants de proximité disposent d'un site Internet en capacité de permettre la vente en ligne. C'est sur la base de ce constat que le Conseil régional Centre-Val de Loire a ouvert début novembre un portail en ligne baptisé « *localdabord* ». Cet espace de communication numérique est mis à la disposition des commerçants, artisans, restaurateurs, et agriculteurs qui souhaitent se faire connaître et mettre en avant leurs produits et services. Après avoir rempli un formulaire sur le site, ils sont référencés et apparaissent sur la carte interactive accessible aux consommateurs. Ils peuvent ainsi obtenir de la visibilité et proposer des services comme la vente à emporter.

Achetons local et solidaire

Sous l'affirmation « *achetons local et solidaire en Centre-Val de Loire* », le site-portail fonctionne à la manière d'un agrégateur de contenu. En plus de la localisation des commerces, il recense les autres plateformes et places de marché ouvertes dans chaque département à l'initiative des collectivités locales, des instances économiques ou des unions commerciales. En toute logique, la plateforme « *produits frais et locaux en Centre-Val de Loire* » lancée pendant le premier confinement pour les productions agro-alimentaires, y trouve aussi sa place.

« *Nous avons choisi de résister au défi du confinement,* a déclaré François Bonneau, le président du Conseil régional, *en annonçant le lancement de "localdabord". Nous voulons apporter la contribution la plus intense pour sauver le commerce de proximité et l'aider à réussir Noël.* »

Deux fois plus de bénéficiaires du chèque numérique

D'importants moyens de communication vont être déployés pour faire connaître l'existence de la plateforme de promotion du commerce régional. La directrice de la communication du Conseil régional, Maguelone Hédon, a indiqué que la campagne de communication associerait les médias traditionnels et numériques, et ferait appel à des supports plus inattendus comme les sacs à pain remis par les boulangers à leurs clients.

L'arsenal de moyens au secours des commerçants et artisans comprend également le chèque numérique de 500 € mis à leur disposition pour les aider à créer un site internet ou être référencé sur une place de marché. La Région va doubler le nombre de bénéficiaires en le portant à 2 000.

Appel à projets des unions commerciales

Toujours dans le même esprit de soutien au commerce de proximité, le Conseil régional va lancer un appel à projets à l'intention des unions commerciales des six départements de la région. Il s'agit de les aider à organiser des actions et à prendre des initiatives visant à faire privilégier les commerçants et artisans locaux par les consommateurs. Un budget de 500 000 euros a été dédié à cette opération.

Au total, en incluant la campagne de communication et l'élargissement des bénéficiaires du chèque numérique, ce sont trois millions d'euros que le Conseil régional met sur la table en faveur des activités commerciales de proximité.

Harold Huwart, vice-Président de la Région Centre-Val de Loire, délégué au développement économique et maire de Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir) a livré le témoignage de commerçants ayant retrouvé le sourire après avoir réalisé une première vente en ligne.

B.G

2050

LA FORMATION CONTINUE

LES MÉTIERS ÉVOLUENT, C'EST LE MOMENT DE SE FORMER.

VOUS ÊTES À LA RECHERCHE D'UN EMPLOI et

- vous avez un projet de formation,
- vous souhaitez changer de métier,
- vous visez un poste qui nécessite d'acquérir de nouvelles compétences ?

RENSEIGNEZ-VOUS AUPRÈS DE VOTRE CONSEILLER

MAIS AUSSI SUR LE SITE orientation.centre-valdeloire.fr

OU SUR ÉTOILE INFO

0 800 222 100 Service & appel gratuits

pôle emploi pole-emploi.fr
Région Centre-Val de Loire
En partenariat avec Missions Locales Cheops
Avec le soutien INVESTIR DANS VOS COMPÉTENCES

PENSEZ HYBRIDE VIVEZ SUZUKI

SUZUKI SWIFT HYBRID

Gamme à partir de
10 840 € (1)

PRIME À LA CONVERSION DÉDUITE

ALLGRIP AUTO

*Un style de vie !

SUZUKI

Way of Life!*

Consommations mixtes gamme Suzuki Swift (NEDC corrélé - WLTP) : 4,1 - 5,0 à 4,4 - 5,9 l/100 km. Émissions CO_2 cycle mixte (NEDC corrélé - WLTP) : 94 - 113 à 101 - 132 g/km.

(1) Prix TTC de la Swift 1.2 Dualjet Hybrid Avantage, hors peinture métallisée, après déduction d'une remise de 2 200 € offerte par votre concessionnaire et d'une prime à la conversion de 1 500 €**. Offre réservée aux particuliers valable pour tout achat d'une Swift neuve du 17/02/2020 au 31/03/2020, en France métropolitaine dans la limite des stocks disponibles, chez les concessionnaires participants. **Modèle présenté : Suzuki Swift 1.2 Dualjet Hybrid Pack : 13 890 €, remise de 1 800 € déduite et d'une prime à la conversion de 1 500 €** + peinture métallisée : 530 €.** Tarifs TTC clés en main au 17/02/2020. **1 500 € de prime à la conversion conformément aux dispositions du décret n° 2019-737 du 16 juillet 2019 relatif aux aides à l'acquisition ou à la location des véhicules peu polluants. Voir conditions sur service-public.fr.

Garantie 3 ans ou 100 000 km au 1er terme échu. www.suzuki.fr

SAS LAURIER AUTOMOBILES BLOIS
La Fosse à Chaux, Carrefour Robert Schuman 41000 Blois 02 54 90 90 00

SAS LAURIER AUTOMOBILES BLOIS
La Fosse à Chaux, Carrefour Robert Schuman 41000 Blois 02 54 90 90 00

Mobilités, le casse-tête du siècle

© bearfotos - freepik

Il fallait quatre heures en 1840 pour rallier Tours ou Orléans à Paris. La distance est aujourd'hui couverte en une heure. On aurait pu le faire en 20 minutes avec l'aérotrain… Question de choix politique. Les lois NOTRe et autre MOB, ont donné aux collectivités le soin d'organiser les mobilités. Si toutes ont leur vision de l'aménagement de leur territoire, elles ont aussi toutes la même équation à résoudre : être en lien les unes avec les autres tout en protégeant la planète. La voiture et le camion ont un temps effacé les voies navigables, le train, et même le tramway. Mais voilà que l'on revient aux fondamentaux. Il faut en plus aller vite, et contenter chacun sans bourse délier. À l'image du mixte énergétique, l'intermodalité s'impose. Il n'y a pas une, mais des solutions. Qu'on se le dise, notre système de transports est une exception française qui nous offre un réseau de très bonne qualité. Alors qui choisit, et en fonction de quels critères ?

Philippe Fournié est vice-président de la Région Centre-Val de Loire, en charge des transports et de l'intermodalité : *« La mobilité, dit-il, est un triptyque qui intègre l'aménagement du territoire, les services à la population et bien sûr l'environnement, donc les énergies »*. Cela comprend le train, les cars et les bus, les tramways, les voies cyclables, mais aussi nouveaux services que sont le covoiturage et l'autopartage.

En région, seize opérateurs de transport assurent 500.000 voyages quotidiens. *« Il y a toujours des gens qui râlent et parfois avec raison, admet Philippe Fournié. Mais les cars ne passeront pas éternellement par le même chemin quand ils sont vides »*.

Gilles Lefebvre est Directeur territorial Centre-Val de Loire de Transdev, l'opérateur interurbain de référence en Région Centre. *« On adapte les parcours et les services régulièrement*, dit-il, *en fonction des évolutions urbaines et périurbaines. Un nouveau lotissement, un nouveau collège, et c'est le besoin d'une autre ligne. Dix ans plus tard, de nouvelles personnes âgées, c'est un transport à la demande pour aller au marché »…*

Gilles Lefebvre, directeur territorial Centre-Val de Loire de Transdev.

Il y a trois ans, la loi NOTRe confiait l'organisation des transports interurbains aux régions. 850 véhicules estampillés Rémi (Réseau de mobilité interurbaine), sillonnent la région chaque jour. Ajoutons sous la même marque le TER sur les rails. Le concurrent Keolis assure lui, une grande part des déplacements urbains ; bus et trams. Les AOM, Autorités organisatrices de la mobilité (régions, agglomérations et métropoles), touchent pour cela le *« versement transport »* des entreprises. C'est grâce à cette contribution locale que nous nous déplaçons à moindre frais.

Ces mêmes AOM décident donc de la fréquence des horaires et de l'étendue des réseaux. Les experts en transports, en urbanisme et migration des populations, travaillent ensemble sur ce qui ressemble à un casse-tête pour contenter les usagers et ménager les dépenses. Mais il y a aussi des choix politiques. Philippe Fournié le dit : *« plus de car ni de trains diesel sur les lignes régulières en 2028 »*. Le délégataire donc a huit ans pour adapter son parc de véhicules. *« Les opérateurs doivent mettre en musique la volonté politique, résume Gilles Lefebvre, avec les véhicules, les conducteurs et les lignes qui correspondent au cahier des charges »*.

Sortons du « train-train » quotidien !

Philippe Fournié est persuadé que ce sont parfois des solutions radicalement différentes qui se dessinent : *« S'agissant du train, le mode de transport le plus structurant, il faut créer sur les lignes comme les lignes Tours-Loches et Tours-Chinon un projet collectif. »* Sans doute sous la forme d'une société coopérative de transport, qui associerait les entreprises liées au transport, comme le constructeur Socofer à St Pierre-des-Corps, les collectivités et les associations d'usagers. *« Réfléchissons ensemble pour apporter de nouvelles réponses »*.

Tours-Loches est de ces *« lignes de desserte fine du territoire »*. Deux aller-retours voyageurs quotidiens sont assurés, plus un car en complément

et un train de fret. C'est évidemment moins de voitures et de camions sur les routes, mais y trouve-t-on notre compte ? Pas certain… Car même remaniées, ces lignes ne verraient pas plus de trains circuler, au vu des normes de sécurité. Il faut donc à minima une remise à niveau, au risque de ne plus y rouler du tout. Les enjeux sont énormes, en campagne comme en ville, en coordination du tram et des cars. Pour quels passagers, à quelle heure et pour quoi faire ? Il faut gérer les heures de pointe, la fréquence et trouver d'autres usages en heure creuse. Pourquoi pas des colis et marchandises légères qui circuleraient en alternance, une sorte de fret de cabotage. Mais en soirée, quid ? *« La réponse doit être participative »*, insiste Philippe Fournié.

Les usagers au combat

« Bonne idée », répond le Président de la FNAUT, association régionale des usagers des transports. Jean-François Hogu regrette justement qu'il n'y ait plus de CLAD en Région, ces comités locaux d'animation pour l'organisation du transport. *« Les matériels Intercité ont été renouvelés sans concertation, regrette-t-il. Dommage, car ils vont avoir une durée de vie de plus de trente ans »*. La FNAUT reste vigilante sur ce que pourraient être les mobilités de demain : *« On fait le forcing pour la pérennité des arrêts de bus et de trains, ainsi que le cadencement horaire*, poursuit Jean-François Hogu, *Cela commence par les périodes de vacances scolaires, durant lesquelles certains arrêts sont simplement supprimés. C'est oublier un peu vite les gens qui travaillent »*.

Jean-François Hogu, de la FNAUTE.

Autre combat de la FNAUT, l'unicité des tarifs, autrement dit, un billet unique qui serait valable pour tous les transports, urbains ou ruraux. Mais les systèmes d'émission et de validation dépendent des collectivités organisatrices du transport. *« Le transfert des délégations de service public n'a rien changé »*, regrette J.-François Hogu.

Gilles Lefebvre, Transdev, rappelle pourtant que la région n'a la compétence transport que depuis 2017 avec Rémi. *« Elle a harmonisé le système et créé une tarification unique. On y vient*, poursuit-il, *il faut utiliser des matériels de billettique communs. C'est en cours de déploiement pour l'Indre-et-Loire, le Loir-et-Cher et le Loiret »*. L'appel d'offre sera prochainement déployé. Mais l'interopérabilité suppose des accords entre les autorités organisatrices, et des choix concordants. Or, toutes les collectivités ne font pas le même choix. Vendôme par exemple, a pris la compétence transport, pas Romorantin.

Peut mieux faire

Il est donc question de cars, de voitures en autopartage avec carte prépayée, de bornes électriques en campagne, de transport à la demande ou *« à l'usage »*. *« Il faut aussi adapter son mode de vie, poursuit* Philippe Fournié. *Par exemple en organisant des journées de rendez-vous dans les maisons de santé pluridisciplinaires, pour permettre aux gens de venir avec ces transports concertés »*.

Le transport à la demande se développe. *« Utile pour les territoires lointains*, convient Jean-François Hogu, de la FNAUTE, *mais ces services sont trop confidentiels. Le voyageur ne connaît pas les horaires suffisamment à l'avance et ne sait pas quand commander »*. Alors pour l'heure, le classique réseau régional REMI fait autorité, avec 420 trains, 550 lignes régulières de car, 1 975 lignes de cars scolaires et 300 000 voyages par jour, dont 100 000 gratuits. Philippe Fournié milite d'ailleurs pour l'égalité d'accès des territoires ruraux à l'école. *« Il y a 4 000 scolaires en plus depuis la gratuité des transports, et en moyenne 800 voyages solo en moins par jour »*.

L'infrarégional, prioritaire

Élisabeth Borne, alors ministre des transports, voulait fermer les petites lignes, propriété de l'État comme Tours-Loches. La ligne a finalement été financée à 100 % par la Région Centre pour un montant de 36M€. La Région Centre-Val de Loire est d'ailleurs la seule à avoir signé le protocole avec l'État et la SNCF pour l'amélioration des *« petites lignes sur les territoires infrarégionaux »* jusqu'en 2027. Pour Chartres-Courtalain, le protocole devait être prochainement signé avec la SNCF pour un investissement partagé. Car cette ligne assure non seulement un trafic voyageurs vers Chartres et les correspondances vers Paris, mais aussi une part de fret au cœur du marché céréalier de la Beauce. La ligne a aussi un caractère stratégique pour SNCF Réseau, en lui donnant accès à la base travaux de la LGV Atlantique.

Au total 160M€ seront investis sur 5 lignes, simplement pour une mise à niveau. Pour une modernisation, il faudrait plus que doubler la mise !

La mythique ligne Le Blanc-Argent est un exemple de réussite. Le BA, que la Région a entièrement financé, transporte aujourd'hui les lycéens entre Salbris et Romorantin.

Soyons imaginatifs !

Le matériel roulant de demain se dessine, mais n'existe pas encore. Le train à hydrogène que développe Alstom n'est pas encore opérationnel. *« On travaille avec des constructeurs locaux*, explique Philippe Fournié, *pour développer des trains légers à batteries ou à hydrogène, autonomes ou non. C'est là le sujet »*. (voir plus loin)

La SNCF prépare elle aussi une mobilité plus vertueuse avec les trains BEMU (Battery Electrical Multiple Unit). L'objectif est de remplacer l'ensemble des moteurs diesel des trains bi-mode par des batteries à grande capacité, qui récupèrent l'énergie au freinage. Ce projet devrait voir les premières circulations commerciales à l'horizon 2023.

Transport des villes... et des champs

Charles-Éric Lemaingnen est vice-président du GART, le Groupement des Autorités Responsables de Transport. Il est aussi adjoint au maire d'Orléans, où se côtoient Keolis dans la métropole, Transdev et RATP Dev pour les connexions extérieures. *« On pense mobilité et non plus transport. Une approche globale pour aller d'un point A à un point B en assurant la fluidité et la compatibilité avec l'écologie »*. C'est l'autre casse-tête que veut résoudre la loi LOM d'orientation des mobilités.

Charles-Éric Lemaingnen, vice-président du GART.

Orléans pose l'équation

« Attention à ne pas augmenter la fracture entre les agglos et le reste du territoire », prévient Charles-Eric Lemaignen. Il faut poursuivre la réflexion. Le domicile-travail ne représente certes que 25 %, mais il structure le transport public pour aller chez le médecin, à l'école ou à la salle de sport… Dans tous les cas, le prix reste inférieur à la voiture, et le bilan carbone meilleur.

Le transport gratuit ? C'est évidemment une idée séduisante, mais le financement de la mobilité est une équation qui repose pour une part essentielle sur le « *VM* », ce Versement Mobilité dont s'acquittent les entreprises du territoire. C'est 47 % du budget du transport public. 33 % sont financés par la collectivité, 3 % par l'État et 17 % par les recettes des voyageurs.

« On a d'ailleurs vu les effets de la pandémie sur ce fragile équilibre, observe Charles-Éric Lemaignen. La peur d'utiliser les transports collectifs a généré une diminution de 50 % de la fréquentation, et le retour à la voiture et au vélo ». Où l'on a aussi vu qu'avec la pandémie, le modèle économique ne tenait plus. En effet, le chômage partiel est exonéré de charges et donc de versement mobilité. 18 % du coût du transport public se sont ainsi évaporés.

« Alors quand on parle de dizaines de millions de recettes à compenser par la collectivité, on ne s'interroge pas beaucoup, convient C.E Lemaignen. Quoi qu'il en soit, poursuit-il, toutes les enquêtes montrent que le prix du billet compte moins que la fréquence, la qualité et les horaires de liaison ».

Pas question pour autant d'exclure la voiture comme le voudrait le collectif cycliste Vélorution. Car 35 % des habitants de la métropole orléanaise ne travaillent pas dans la commune où ils habitent. « *Il faut par contre arrêter d'avoir 1,2 passagers dans les voitures* ». Question de courage politique pour modifier l'espace public. « *Les pistes cyclables ne doivent pas non plus gêner les voies et les embouteiller. D'autant que la part modale du vélo est passée de 3% en 2018 à 5,5% aujourd'hui. On sait qu'il faudra réduire la part modale des voitures* ». Mais comment ? Peut-être en développant le télétravail, ou en rapprochant l'entreprise de l'habitat.

Blois, tarification solidaire

Christophe Degruelle, est président d'Agglopolys depuis 2008. L'agglomération blaisoise se pose les mêmes questions. « *Il ne faut pas opposer le piéton, la patinette, le train et l'auto, insiste-t-il. Car dans une même journée, on peut être tout cela à la fois* ». Agglopolys réfléchit aux interfaces, les lieux où l'on change de mobilité. Les aires de covoiturage, en fonction des flux routiers identifiés, comme la salle du Jeu de Paume ou le Parc des expositions.

« On est beaucoup plus dans le surmesure, poursuit le président. Notre DSP de réseau évolue sans cesse ». En témoigne Resago, le transport à la demande qui prend de plus en plus de place. Pour aller de chez soi vers le centre-ville. Le Système de substitution est payant, mais connaît un vrai succès.

Christophe Degruelle, président d'Agglopolys.

Le budget annuel de l'agglo pour le transport est de 10M€. 1M€ provient des utilisateurs eux-mêmes. Trouver le bon équilibre entre l'usager, le client et le contribuable, c'est l'art de la gestion publique. « *Nous pratiquons une gratuité ciblée et non-globale, poursuit Christophe Degruelle. Notre stratégie consiste à établir une "tarification solidaire", gratuité pour les étudiants et les scolaires, chômeurs, bénéficiaires du RSA… Résultat +37 % d'utilisateurs* ». Depuis cinq ans, une navette électrique de centre-ville est gratuite. Le message est fort. Reste le débat de la transition énergétique. Gaz ou hydrogène, l'agglo n'a pas tranché. Quant au vélo, depuis huit ans, une subvention est accordée pour l'achat d'un vélo à assistance électrique. 4 000 subventions ont déjà été accordées.

« Le combat de demain, c'est l'autosolisme », convient le président. La demande de pistes cyclables sécurisées en couronne périurbaine explose, comme les aires de covoiturage pour organiser les déplacements de façon plus collective.

En Touraine, bannir l'autosolisme

Christophe Boulanger ne dit pas autre chose. Le président du syndicat des mobilités de Touraine (un peu plus que les 22 communes de la métropole) insiste : « *Mettre la voiture à l'index : non, mais l'autosolisme oui. Il faut travailler la complémentarité des transports comme l'Auto-pouce ou le covoiturage* ». Certains territoires autorisent les voies de bus à l'autopartage, construisent des plateformes pour le covoiturage et des parkings relais. « *Il faut voir où la voiture est pertinente et où elle ne l'est pas* ». Cela vaut pour la politique de stationnement, supprimer certaines places au profit des voies cyclable ou bus, optimiser le taux de remplissage des parkings sous-terrain, trop peu utilisés et pourtant construits avec les deniers publics.

Les Parking-relais sont une solution pour les grandes villes. En limite des lieux où « *ça bouchonne* », au tarif attrayant et à vue immédiate d'une station de transport public majeur.

Tours doit financer sa seconde ligne de tram qui entrera en service en 2025. « *On mise sur le tram, car la voiture nous mène dans l'impasse, reconnaît Christophe Boulanger. Les coûts directs et indirects qu'elle génère (voirie, immobilisation de l'espace public, santé publique…), sont trop lourds. Il faut redessiner la ville avec des transports propres* ».

Pour les 28 lignes de bus tourangeaux, se pose justement la question de l'énergie. « *On a fait le choix des gaz naturels de ville* ». Trente bus ont été commandés sur trois ans.

Tours n'échappe pas à la croissance du trafic cyclable. Au bénéfice de la pandémie, trente voies transitoires devraient être pérennisées. Le pont Wilson a été fermé à la circulation routière, pour une augmentation de 15% de la pratique cyclable. Un schéma cyclable performant, de type voies express est déjà inscrit au budget 2021.

Gestionnaire de flottes, gagnez sur tous les plans avec le carburant GNV/BioGNV !

© Grégory Brandel - GRDF

Hausse des prix du carburant, politiques d'amélioration de la qualité de l'air et de réduction des émissions de gaz à effet de serre… Autant d'enjeux économiques, sociétaux et environnementaux auxquels les transporteurs et les collectivités sont, aujourd'hui, confrontés.
Grâce à ses qualités écologiques, son autonomie et son coût d'exploitation, le carburant GNV (Gaz Naturel Véhicule) et sa version 100 % renouvelable, le BioGNV, est la solution immédiatement disponible pour les entreprises qui souhaitent s'engager dans la transition énergétique tout en améliorant leur compétitivité.

GNV et BioGNV : les atouts d'un carburant de plus en plus plébiscité

Un carburant économique
Avec un coût du kg en moyenne 20 % inférieur à celui du diesel et un niveau de fiscalité abaissé, rouler au gaz vous permet de faire des économies au quotidien et participe à l'amortissement de vos achats de véhicules.

Une empreinte écologique réduite
Les chiffres parlent d'eux-mêmes : le BioGNV, produit localement à partir des déchets d'origine agricole, industrielle ou ménagère, permet de réduire de 80 % les émissions de CO_2 par rapport à un véhicule diesel de même génération. De plus, rouler au gaz améliore directement la qualité de l'air de nos territoires grâce à une réduction significative des émissions de polluants locaux. Tous les véhicules gaz sont ainsi classés catégorie 1 pour les vignettes Crit'Air.

Une technologie mature
Avec 20 ans d'expérience, la filière des véhicules au gaz est mature, lui garantissant une fiabilité inégalée parmi les carburants alternatifs. De plus, le changement de flotte au gaz n'engendre pas un changement de process et l'autonomie des véhicules reste inchangée. Avec 1 kg de GNV, on parcourt la même distance qu'avec 1 litre de diesel.

20 % moins cher qu'un litre de diesel

Le BioGNV émet - 80 % de CO_2 par rapport au diesel

Autonomie identique 1 kg de GNV = 1 litre de diesel

Ils carburent déjà au GNV et au BioGNV

Convaincues par les atouts du carburant GNV et BioGNV adapté à toutes les gammes de véhicules, plusieurs entreprises du Loir-et-Cher ont déjà fait le choix du GNV pour leur flotte de véhicules.

Parmi elles, Catroux, Jussieu Secours, GRDF ou encore Chavigny viennent se ravitailler chaque jour à la station GNV AS 24 de Blois et participent ainsi à l'économie circulaire du territoire !

Gestionnaires privés ou publics, pourquoi pas vous ?

GRDF
GAZ RÉSEAU DISTRIBUTION FRANCE

Vous avez une question ? Un projet ?
Vous informer, c'est notre métier !
Contactez Sylvaine Loosveldt,
Déléguée Territoriale GRDF du Loir-et-Cher
au 06 82 88 75 63

Les entreprises partenaires

Pour la centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux, qui emploie près de mille salariés, Damien Hennequart est chargé des relations économiques locales. *« On travaille à la rédaction d'un vrai PDE, plan de déplacement entreprise, avec notre filiale mobilité Izivia. On a déjà des navettes et des bus matin, midi et soir, pour les salariés et nos entreprises sous-traitantes »*. Organisées en huit lignes, au départ de Vineuil, Blois ou Beaugency, le service est proposé moyennant 11€/mois, et gratuit pour les alternants et stagiaires. Près de 150 personnes l'empruntent quotidiennement.

L'entreprise utilise logiquement une quarantaine de voitures électriques, et a installé sur ses parkings 54 bornes de recharge. EDF veut être, sur l'ensemble de ses sites, le champion de la mobilité électrique.

Entre 2022 et 2025, les arrêts de tranches décennaux, durant lesquels se mobilisent tous les corps de métiers pour l'entretien, on attend jusqu'à 2 700 véhicules jour ! *« On va construire des parkings supplémentaires pour les accueillir assure Damien Hennequart, mais le mieux est encore le transport adapté à la demande, auquel nous travaillons »*.

La France à tir d'ailes

À l'est d'Orléans, se trouve l'aéroport de St-Denis de l'Hôtel. Créée en 1974, la plateforme aéronautique est devenue un outil de développement économique. C'est un syndicat mixte qui le gère, fédérant la métropole, la CCI, le Département et l'Association des Entreprises du Loiret.

En 2004, l'aérodrome devient un aéroport. Il accueille ainsi les vols en provenance des pays hors de l'espace Schengen comme la Russie, la Suisse et l'Angleterre. Orléans devient un rival légitime d'autres installations aéroportuaires, comme Tours, mais sur un créneau différent. *« Il n'y a pas de compétition entre les aéroports »*, corrige Jean-François Vassal, le directeur de St Denis de l'Hôtel. Tours a choisi d'accueillir des compagnies low-cost : 180 000 passagers annuels, sept destinations dont Porto, Marrakech ou Dublin.

Ce n'est pas le cas d'Orléans qui privilégie les avions privés d'entreprises internationales. Une dizaine y ont leur avion. Mars, Dior, John Deere ou Hutchinson totalisent près de 40MD€ de chiffre d'affaires et sont les premières utilisatrices de ces installations.

Pour elles, l'aéroport met Brest ou Strasbourg à moins de deux heures d'Orléans.

Flexibilité inégalable, sécurité, pas de nuit d'hôtel, les atouts de l'avion dans l'intermodalité sont nombreux. *« Outre le volet commercial,* ajoute Jean-François Vassal, *on consacre une partie non-négligeable de notre activité au service public, l'évacuation sanitaire, les transferts d'organes, le ravitaillement des hélicoptères du SAMU et la gendarmerie »*.

Le maillage aéroportuaire français prévoit de fermer certains aéroports. Mais les obligations de ravitaillement leur imposent de rester ouverts dès lors qu'ils participent au service public. Maillage et aménagement du territoire ? Le COVID va ranimer la discussion.

L'aérodrome du Breuil, à Blois, que gère Florence Fouquet, est dans une optique différente. Avec 23 000 mouvements annuels, dont 15 000 en aéro-club, les vols sont locaux pour 65 % et 35 % interrégionaux.
« Il participe à l'activité économique, dit-elle. Il y a quatorze entreprises sur place, dont une de maintenance d'aéronefs et de jets d'affaire. »

Le fret multimodal, une affaire de bon sens

Près du tiers de la production céréalière de la Région Centre est expédié hors de l'hexagone, 15 % passe par les ports de Rouen et de La Rochelle. Une grande partie des récoltes est réalisée par l'une des plus importantes coopératives céréalières françaises. Axéréal transporte la moitié de son fret par voie ferroviaire, ce qui représente près de 2 000 trains chaque année. Pour se faire une idée, un train de 1 200 tonnes de céréales équivaut à quarante camions sur la route. *« On comprend que le fret ferroviaire soit une évidence pour l'ensemble des entreprises de la filière »*, explique Bruno Bouvat-Martin, Vice-président d'Axéréal. Le ferroviaire a d'ailleurs toujours été l'axe de logistique privilégié pour les destinations éloignées, la nutrition animale bretonne, l'amidonnerie du Nord ou les malteries d'Anvers.

Combiner pérennité et rentabilité

Dans les années 70, priorité est donnée aux axes à grande vitesse, limitant l'entretien et le développement des lignes régionales. Il ne se construit plus de ligne, mais SNCF Réseau maintient le réseau capillaire, en pensant résilience et prospective. Client majeur de la SNCF, Axéréal fait en sorte d'entretenir de bons rapports avec la compagnie nationale. *« On réfléchit ensemble à la meilleure façon de faire,* poursuit Bruno Bouvat-Martin, *en priorisant les capillaires dont on est sûr qu'ils permettront une activité pérenne, avec les gravats, le bois et le grain notamment. Il faut combiner pérennité et rentabilité. Résume-t-il. Si l'État ne peut pas investir à tous les coups, il faut que les entreprises comme la nôtre sachent s'impliquer »*.

Où l'on parle d'une co-construction, que favorise l'Europe en accompagnant les financements public / privé. L'institution a bien compris qu'il fallait impliquer les entreprises privées dans la gouvernance des infrastructures publiques.

Depuis 2015, la co-construction est devenue la règle. Exemple à Montoire-sur-le-Loir, où la remise à niveau de la ligne s'est décidée grâce à l'intervention financière conjointe de la Région Centre, de l'État et de SNCF Réseau. Le Fret ferroviaire doit ensuite trouver sa place au milieu d'un flux voyageurs majoritaire et prioritaire, à l'inverse du Canada ou des États-Unis, où le fret est prioritaire.

Recourir à l'intelligence artificielle

Quand Luc Lallemand, président de SNCF Réseau, demande à Axéréal : *« De quoi avez-vous besoin »* ? La réponse est invariablement *« de souplesse, de disponibilité et d'adaptation »*. Les aléas climatiques de ces dernières années font fluctuer les besoins de transport. Mais la planification des trains est souvent organisée un an à l'avance. Alors le jour J, si le volume de grains est finalement plus faible que prévu, il faut se réorganiser. Dans ce cas, l'activité est plus problématique et source de surcoûts difficile à supporter *« même si,* précise Bruno Bouvat-Martin, *il faut reconnaître à SNCF Réseau et aux logisticiens comme SNCF Fret, une vraie volonté de résoudre ces difficultés occasionnelles »*.

Bruno Bouvat-Martin, Vice-président d'Axéréal.

D'où le besoin d'aller plus vite vers des schémas innovants. *« C'est l'intelligence artificielle qui permettra une gestion plus fine, mais il faut dans le même temps prioriser et massifier »*. Si le *« wagon isolé »* est un casse-tête, le *« retour à vide »* en est un autre, diminuant la compétitivité du ferroviaire. Impensable de mettre de l'engrais dans un sens et du grain au retour, d'où une vraie réflexion sur les futurs investissements en matériel ferroviaire adapté. D'avis de spécialistes, la logistique française ne s'optimisera qu'en affinant la gestion du fret par le numérique. La compétitivité et la performance passeront par le multimodale et le multi-filière, comme le font déjà les Autrichiens en utilisant des conteneurs multifonction ou des wagons modulables *« Il faut qu'on investisse et que l'on mène la réflexion sur 5 à 10 ans »*.

Ferroutage, pourquoi pas nous ?

La décarbonation est une nécessité. La mobilité des seules céréales en France (68 Millions de tonnes) se fait pour 10 % par le ferroviaire, 13 % par voie fluviale, le reste en camion. *« Le futur passera à l'évidence par des motorisations électriques avec des générateurs traditionnels, mais utilisant des carburants 100 % renouvelables pour arriver au générateur à hydrogène »*, observe Bruno Bouvat-Martin. Encore faut-il produire ces combustibles à bas coût, et modifier la propulsion des camions, des péniches et des trains. Il faut aussi créer des plateformes multimodales, ce qui permettrait de développer le ferroutage. Les Suisses et les Italiens le font très bien. *« Ce sont nos habitudes qui coincent sans doute. D'autres pays européens le font pourtant »*.

Mobilité au bord de l'eau

Il y a 7 000 Km de canaux et de fleuves en France, l'un des plus grands réseaux d'Europe. Avant la Première Guerre mondiale, il y avait plus de 10 000 bateaux en France, notamment de 350 tonnes, assez légers pour aller très loin dans les capillaires. Mais le camion est passé par là. Les prix négociés entre deux guerres n'ont jamais changé et le fluvial a perdu de sa compétitivité. De grosses barges de 1 800 voire 3 000 tonnes ont vu le jour pour être plus rentables, mais ne vont plus aussi loin dans les territoires. Ce qui fait dire aux professionnels qu'il faut reconstruire des embarcations de type Freycinet et lancer des projets comme *« Multirégio »* avec des barges accouplables de 500 tonnes, ce qui permettrait de remonter loin dans les capillaires. Il faut nettoyer certains canaux, car même à 9Km/h, mais 7J/7 et 24h/24, des bateliers nouvelle génération pourraient rentrer chez eux le soir, et pourquoi pas en véhicule électrique ! De nouveaux métiers se font jour.

Dossier spécial réalisé par Stéphane De Laage

Quand l'hydrogène se met au vert

À l'initiative de la région Centre-Val de Loire, une filière de l'hydrogène vert se met en place. Elle associe l'État, les collectivités, la recherche et l'industrie pour produire et distribuer de l'hydrogène à partir d'électricité renouvelable.

On se souvient tous, ou presque, de l'expérience d'électrolyse consistant à décomposer l'eau en oxygène et en hydrogène. Expérience simple et efficace sur la paillasse du laboratoire lorsqu'il s'agit de remplir une éprouvette, mais beaucoup plus compliquée et coûteuse pour faire le plein d'un réservoir de voiture. Or, l'hydrogène apparaît comme l'énergie du futur car inépuisable et non-polluante, du moins si, pour la produire, on utilise de l'électricité *« propre »* issue de l'éolien, du photovoltaïque ou de la géothermie. C'est tout l'objet de la filière *« hydrogène verte »* que la région Centre-Val de Loire entend mettre en place en fédérant les élus, les industriels et les acteurs du secteur, sous les auspices de l'État.

Le premier maillon de la création d'une filière régionale dédiée à l'hydrogène vert a été posé à Orléans le 5 octobre dernier, à l'occasion d'une réunion à l'hôtel de Région.

« Il est essentiel que nous puissions jouer collectif face aux enjeux de ce projet majeur », a déclaré François Bonneau, président du Centre-Val de Loire, en ouvrant la séance qui réunissait élus et décideurs concernés des six départements.

La filière hydrogène vert a été présentée et lancée au Conseil Régional début octobre.

Une dizaine de stations de production et de distribution

L'objectif est de créer une dizaine de stations de production et de distribution d'hydrogène, alimentées par des centrales photovoltaïques ou des fermes éoliennes, sur le territoire régional. Dans un premier temps, elles seront destinées à l'approvisionnement de camions ou de bus dans l'attente d'un développement de l'offre en véhicules particuliers. Deux stations sont déjà en cours de construction, l'une à Sorigny, en Indre-et-Loire, et l'autre à Châteauroux, dans l'Indre, avec une deuxième implantation en projet. Par ailleurs, François Bonneau a rappelé que la Région était engagée avec quatre autres conseils régionaux dans le financement de la construction par Alstom de trains à hydrogène.

Le préfet de région, Pierre Pouëssel, a souligné le fait que les moyens financiers avaient été décuplés avec le plan de relance, les fonds européens. Le projet de Châteauroux, par exemple, est financé à hauteur de 2,4 M€ par le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) et pour 1,7 M€ par la Région.

Des études approfondies sont conduites, et l'ADEME a lancé un appel à projets comportant notamment la création de stations d'électrolyse de forte puissance. L'hydrogène vert sort du stade de bébé éprouvette.

B.G

En suivant la filière régionale de l'hydrogène vert

Hyber à Châteauroux

Deux stations de production d'hydrogène, alimentées par des panneaux photovoltaïques, sont prévues : l'une pour alimenter le dépôt de bus, avec l'acquisition de 6 bus à hydrogène, et l'autre sur le parking routier de l'Escale, au bord de l'A20.

Hy'Touraine à Sorigny

Vaste projet de déploiement de l'hydrogène vert en Indre-et-Loire, Hy'Touraine comprend la création de stations de production à Sorigny et sur le centre routier de l'A10, ainsi que 10 stations de remplissage sur le département.

Réservoir blindé au CEA du Ripault

Le laboratoire du CEA (Commissariat à l'Energie Atomique) du Ripault, près de Tours, met au point un réservoir à hydrogène de 700 bars pour véhicule particulier. Une première européenne.

LAVOISIER à la rescousse

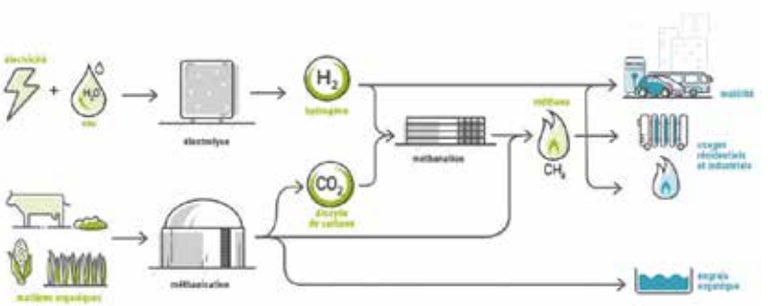
Clin d'œil au célèbre chimiste, le programme LAVOISIER (Laboratoire à VOcation d'Innovation pour la Sécurité et l'Industrialisation des Energies Renouvelables) est dédié aux nouvelles énergies. Il intègre la plateforme AlHyance qui associe le CEA, les Universités, le CNRS et les industriels avec le soutien de la Région à hauteur de 10,2 M€.

Methycentre en Loir-et-Cher

Installé à Angé, près de Montrichard (Loir-et-Cher), sur le site de stockage souterrain de gaz de Storengy, le démonstrateur Méthycentre associe la méthanisation et l'électrolyse *« propre »* pour produire à la fois de l'hydrogène et du gaz de chauffage. En cours de construction, le site devrait commencera à produire en 2021.

Le réseau national France Hydrogène

Le réseau France Hydrogène (ex Association Française pour l'Hydrogène et les Piles à Combustible) a pour but d'accélérer le développement de solutions hydrogène au bénéfice de la transition énergétique. La région Centre-Val de Loire est membre de ce groupement.



Le procédé de Methycentre en Loir-et-Cher vise à produire à la fois de l'hydrogène et du gaz naturel..

La tendance du « *Click & Collect* » gagne les médiathèques

Contrairement au premier confinement, un décret paru le 29 octobre a autorisé les médiathèques à proposer quelques services. Exemples à Selles-sur-Cher et à Romorantin-Lanthenay.

Accès à la culture…
Au premier confinement, les bibliothèques étaient fermées et le personnel devait rester à domicile. Un arrêt brutal de la culture. En revanche, pour le reconfinement, certes l'accueil du public demeure là encore interdit, mais le ministère de la Culture a autorisé les points de retrait, le portage et les déplacements des bibliothécaires.
Ce qui a permis à la médiathèque municipale Alain-Quillout à Selles-sur-Cher – « *tête de réseau* » qui alimente les bibliothèques de Meusnes, Soings-en-Sologne, Gy-en-Sologne et Chémery – de mettre en place un bibliodrive. À Romorantin, la médiathèque municipale Jacques-Thyraud utilise la formule « *cliquez et emportez* ». Les lecteurs choisissent les documents sur le catalogue en ligne ou demandent conseil par téléphone ou par mail aux bibliothécaires. Ils prennent ensuite rendez-vous pour venir retirer leur sélection en cochant la case 2 sur l'attestation de déplacement dérogatoire.
Cela a nécessité une réorganisation des équipes pour traiter les commandes et d'informer le public sur la procédure notamment en créant tutoriel et infographies diffusés sur les réseaux sociaux. « *Ce service répond à une attente des usagers et offre une continuité de service public.* »
En plus de cette solution attendue, la médiathèque de Romorantin peut continuer le portage à domicile comme elle le propose depuis des années. « *On n'a pas le droit d'accueillir des classes, mais on peut s'y rendre pour continuer ce lien avec les classes et le centre de loisirs* », précise Laure Vivion, directrice de la médiathèque de Selles-sur-Cher.

… limité
« *On préfère recevoir le public, le conseiller, échanger avec lui* », avoue Guillaume Georges, le directeur de la médiathèque de Romorantin. Et le public semble préférer prendre le temps de venir à la bibliothèque. « *Ce qui fait l'intérêt des bibliothèques, c'est d'y consacrer du temps et de faire des découvertes. Le fait de ne pas pouvoir rentrer dans la bibliothèque, cela prive les usagers de beaucoup de services.* » C'est ce que dénonce l'association des bibliothécaires de France dans un communiqué paru le 3 novembre : « *Le prêt de documents par drive ou portage ne représente qu'une partie de nos activités et ne répond qu'aux besoins d'une proportion limitée du public, quand toute une partie des autres usagers reste privée de services d'autant plus indispensables en cette situation : accès aux ordinateurs et à Internet, possibilité d'imprimer des documents, disposer d'un espace de travail, consulter des documents sur place, sans compter l'emprunt qui ne se limite pas à la commande de ce qu'on a déjà identifié…* » Malgré cette autorisation, le reconfinement prive ces deux médiathèques, comme beaucoup d'autres, d'animations, de comités de lecteurs, d'accueil des classes et de projets avec leurs partenaires.

L.P

Médiathèque Alain-Quillout à Selles-sur-Cher :
02 54 96 92 91 ou https://www.facebook.com/mediathequealainquillout/

Médiathèque Jacques-Thyraud à Romorantin-Lanthenay :
www.mediatheque.romorantin.net et drivemediatheque@romorantin.fr

Parenthèse blaisoise
Un lieu, un jour, une heure…

À la découverte du nouveau roman de Fernand Piaroux, préfacé par Alain Souchon.

Pourquoi Jean accompagne-t-il un ami de son fils à la gare ce jour-là ? Pourquoi Karla pénètre-t-elle dans la salle du buffet de la gare en descendant de son train ? Était-il écrit qu'ils devaient se rencontrer ? Quelle est la part du hasard et quelle est celle du destin ?
Les chemins de Karla et Jean, qui ne se sont pas revus depuis près de 40 ans, se croisent par hasard à nouveau un dimanche soir de décembre 2014 à la gare de Blois, ville où, jadis, ils demeuraient tous les deux. Karla habite maintenant à Paris et vient fréquemment à Blois où Jean réside toujours.
Après cette rencontre, inattendue, et à l'initiative de Jean, ils se lancent dans une joute épistolaire ayant pour thème l'amour et les sentiments qui en découlent. Ignorant ce que l'autre est devenu(e) pendant ces quarante années, comment leur relation évoluera-t-elle ?
Vous vivrez aux cotés de Karla et de Jean, au gré de leurs échanges et de leurs rencontres à travers la ville et le Blaisois, une expérience insolite, véritable aventure qu'eux-mêmes ne pouvaient imaginer lorsqu'ils se sont rencontrés et qui vous surprendra certainement.

L'auteur
Avocat honoraire, Fernand Piaroux a fixé sa résidence dans le Loir-et-Cher depuis près de 50 ans. Tout d'abord établi à Blois, il réside depuis 14 ans à Cheverny. Il est l'un des auteurs de l'ouvrage collectif consacré à l'histoire de sa commune et de la commune limitrophe : « *Les grandes heures de Cheverny et Cour-Cheverny en Loir-et-Cher… et nos petites histoires* » (Éditions Oxygène Cheverny), articles issus de la revue locale trimestrielle « *La Grenouille* » distribuée gratuitement aux habitants des deux villages depuis 2008).
L'auteure des poèmes de Karla est Marie-José Moullier-Kault
Éditions Héron de Cheverny.

Cadeaux culturels : la selection des libraires
Par Annie Huet de l'Espace Culturel E.Leclerc >portecôté de Blois

*Prix public éditeur : la loi ne permet pas de publier les prix E.Leclerc en dehors de la surface de vente

Livres

« Comme on dit chez nous »
par Mathieu Avanzi (LeRobert) 24,90 euros*

Embarquez dans un tour de France des mots et expressions de nos régions, ces mots bien de chez nous qui chuchotent notre histoire… Un livre bourré d'anecdotes, de cartes, d'illustrations et de citations ! Ainsi, il semblerait bien que *« qu'est-ce que tu bouines ? »* soit une expression de la région qui s'adresse à ceux qui feignassent… Et pourquoi donc ?! Drôle.

« La métamorphose » de Franz Kafka, œuvres originales de Miquel Barcelo (Gallimard) 45 euros*

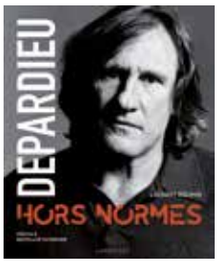
Cet ouvrage, grand format, mais qui respecte les codes de *« la blanche »*, est une œuvre d'art complète. Déjà la couverture, et les pages, comme maculées des traces de mille doigts… Puis le texte : les mésaventures de Gregor Samsa qui se réveille un matin transformé en un *« monstrueux insecte »*. Et enfin les illustrations affolantes de Miquel Barcelo. Spectaculaire.

« Pilote de guerre »
d'Antoine de Saint-Exupéry, illustré par Bernard Lamotte New-York, 1942 (Gallimard) 32 euros*

Une plongée surhumaine dans le chaos et la violence de l'exode. Vus du ciel, les évènements sont saisissants et prennent toute leur dimension dramatique et absurde. Dans un style qui mêle témoignage de guerre, pensée philosophique et poésie, on voit poindre un homme nouveau. Les dessins crayonnés viennent amplifier le réalisme du texte. Magnifique.

« Les femmes de pouvoir sont dangereuses » de Dominique Gaulme (Flammarion) 29,90 euros*

Hillary Clinton, Angela Merkel, Jeanne d'Arc, Catherine de Médicis, Simone Veil… des femmes puissantes il en existe, et pourtant elles sont toujours aussi rares à des postes décisionnaires. Des textes riches qui tiennent sur une page et une iconographie précieuse vous feront découvrir ces femmes rares, qui tout comme celles qui lisent, seraient dangereuses... Best-seller.



« DEPARDIEU Hors normes »
par Laurent Delmas (Larousse) 29,95 euros*

Légende vivante, le comédien illumine par sa seule présence près de 200 films, dont Les valseuses, Le Dernier Métro, Loulou, Astérix… La carrière de Gérard Depardieu, ogre génial du cinéma français, nous est ici retracée dans un parcours photographique et textuel d'une grande qualité. Découvrez les incessantes renaissances du comédien. Phénoménal !

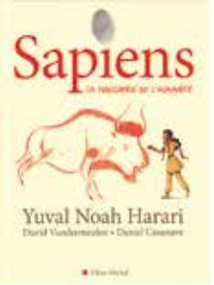
BD

« Vernon Subutex, première partie »
de Virginie Despentes, mise en couleur par Luz (Albin Michel) 29,90 euros *

La fusion synesthésique de la musique, du dessin et des mots… Voilà un chef d'œuvre à quatre mains concocté par le duo le plus rock de la littérature dessinée. Un bon gros pavé pour découvrir ce qui taraude Vernon : comment payer son loyer alors qu'Alex Bleach, son pote percuté par le succès, est mort. Une adaptation comme une interprétation. Jubilatoire.

« 1984 de George Orwell »
adapté et illustré par Fido Nesti (Grasset) 22 euros*

Une palette très simple et limitée, noir blanc gris rouge, un dessin puissant et envoûtant, nous plongent instantanément dans le roman culte, et ultime, de George Orwell. C'est l'histoire de Winston Smith qui réécrit l'Histoire afin de ne pas contredire le Parti, le tout étant de préserver le règne et les ambitions de Big Brother. Comment garder sa liberté de penser ? Exceptionnel.



« Sapiens la naissance de l'humanité »
de Yuval Noah Harari par David Vandermeulen et Daniel Casanave, mise en couleur de Claire Champion (Albin Michel) 22,90 euros*

Le phénomène mondial adapté en BD pour repenser tout ce que nous croyions savoir sur l'histoire de l'humanité. Les illustrateurs racontent avec humour la naissance de l'humanité de l'apparition de Homo Sapiens à la Révolution agricole. Sachant que tous les humains contemporains du monde entier sont des Homo Sapiens, vous lirez… notre histoire !

Jeunesse

« La naissance du monde en cent épisodes »
par Bertrand Fichou et Florent Grattery (Bayard jeunesse) 19,90 euros*

Le credo de l'auteur est de rendre accessibles des notions complexes avec des mots simples. Et si les parents apprenaient quelque chose en même temps que leurs enfants ? Ce livre déroule le fil du temps, 14 milliards d'années en 100 épisodes, une succession de surprises, d'essais ratés, d'inventions à succès, qui sont l'aventure de la vie. À lire à voix haute. Magique.

« Les formidables » par Eve Pourcel, illustré par J Detallante, D Mary, F Rébéna (Bayard jeunesse) 22,90 euros*

Seuls ou avec vous, leurs grands-parents et parents, les enfants découvriront 100 histoires vraies qui font pousser des ailes. Ils sont de partout, enfants femmes et hommes, parlent toutes les langues, tous étonnamment différents. Ils ont en commun d'être admirables, ou juste les héros de leurs vies. Les illustrations sont de vraies œuvres d'art. Formidable !

« Rois et reines de Babel »
texte et illustrations de François Place (Gallimard jeunesse) 20 euros*

Un album grand format, de douces pages ivoire, des dessins délicats fourmillant de détails, une histoire mythique inspirée par la Bible… Tous les ingrédients sont là pour captiver petits et grands dans une quête de rencontre, de réflexion et de découverte, de celles qui font grandir et avancer ensemble. Et construire des souvenirs pour longtemps. Grandiose.

« Le dernier des loups »
de Sébastien Perez, illustré par Justine Brax (Albin Michel Jeunesse) 19 euros*

Milo fait face aux habitants de son village. Réalisant que c'est peut-être la dernière fois, il a la peur au ventre. Le jeune archer doit s'aventurer vers des terres inconnues. Lui seul peut affronter le Dernier des Loups. Et si le combat n'était pas celui qu'il imagine ? Un grand album plein d'émotion, une histoire d'apprentissage et de vie, de tendres illustrations... Précieux.

LITTÉRATURE

« Les enquêtes de Sherlock Holmes, l'hommes à la lèvre tordue »

texte de Arthur Conan Doyle, illustrations de Anton Lomaev (Sarbacane) 22 euros*

Dans la collection des « *Grands Classiques illustrés* », voilà le texte intégral d'une des nouvelles mettant en scène le célèbre détective. Vous suivrez l'histoire en vous régalant d'immenses illustrations pour une plongée dans une histoire étrange. Jugez donc. Un gentleman a disparu. L'homme à la face atrocement défigurée en sait-il plus qu'il en a l'air ? Décapant !

« Voir le monde sans quitter la France »

textes C Fion, N Penot, J Tiffon, illustrations de Mélody Denturck (Hachette) 19,90 euros*

48 destinations dépaysantes en France, pour trouver l'exotisme à côté de chez soi, une sélection d'adresses et d'activités pour chaque lieu, un chapitre consacré à Paris, ville-monde. Laissez-vous surprendre par toutes ces alternatives au voyage à l'étranger, accessibles sans passeport et surtout sans prendre l'avion. « *C'est en France, ça ?* ». Ludique.

« Légumes »

par Régis Marcon, photographies de Philippe Barret (La Martinière) 45 euros*

C'est simple et efficace. Beau aussi. Comme une ode aux richesses et aux vertus des légumes. D'abord on fait les présentations -ça ressemble à quoi, ça vient d'où et de quelle époque- puis on apprend quoi en faire grâce à des recettes précises, bien mises en pages, des plus simples aux plus élaborées. Et pendant tout ce temps on se régale de photos à croquer. Délicieux.

« Ferrandi, Paris, Légumes »

(Flammarion) 29,90 euros*

Un grand cours de cuisine qui met le légume à l'honneur grâce au savoir-faire technique et gourmand d'une école d'exception. Plus de 45 techniques expliquées en plus de 150 gestes en pas à pas. Préparez 80 recettes simples, sophistiquées ou incontournables pour égayer vos repas et régaler votre entourage. Erudit, complet et savoureux !

« Vivre en autonomie, se loger, se nourrir, partager »

(Rustica éditions) 59 euros*

Dans un coffret à l'allure nostalgique et ludique, feuilletez comme il vous plaira 3 livres extrêmement complets sur un nouvel art de vivre, pleins de conseils, de recommandations, de fiches explicatives, de photos de gestes, d'exemples, de mises en situation, d'idées pour aller plus loin dans vos recherches ou votre réflexion. Indispensable.

« Douce France, 1er recueil d'initiatives positives 2020-2021 »

(Hachette) 24,95 euros*

Enfin des bonnes nouvelles ! À cœur vaillant, rien d'impossible ! Si vous ressentez idées noires, abattement, insomnie, troubles digestifs, difficultés de penser… un seul remède : lisez ce genre d'almanach bourré d'optimisme, de fantaisie, de bonne humeur, de photos et d'illustrations dans tous les domaines : culture, société, gastronomie, sport… Recommandé !

*Prix public éditeur : la loi ne permet pas de publier les prix E.Leclerc en dehors de la surface de vente

« Infographie de la Rome Antique »

par Nicolas Guillerat Data Design et John Scheid (Passés composés) 27 euros*

L'histoire de Rome, grâce aux nombreuses formes de l'infographie, se voit offrir ici un sublime mode de narration aussi neuf que ludique. L'ouvrage est un très beau catalogue aux pages douces et aux illustrations étonnantes. Le monde romain antique est pensé et raconté par le recours à la datavisualisation. La démarche est originale et rigoureuse. Etonnant.

« Cultissimes sneakers »

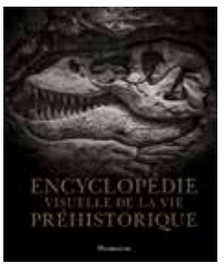
par Tonton Gibs (Larousse) 29,95 euros*

Adidas, Bape, Nike, Diadora, Puma, Saucony, Le coq sportif… sont les marques les plus emblématiques de sneakers. Admirez des pièces rarissimes et laissez « *Tonton Gibs* » vous guider dans les arcanes du monde des baskets : il va vous conter l'histoire des paires les plus incroyables et vous faire partager sa passion pour les sneakers. Addictif !

« Affaires sensibles » de Fabrice Drouelle

(France Inter hors collection) 27 euros*

Le procès de Jacqueline Sauvage, l'assassinat d'Ilan Halimi, le scandale Cahuzac… mais aussi la catastrophe de l'Amoco Cadiz : l'auteur revient sur 25 grandes affaires des années 1950 à nos jours –et qui nous questionnent aujourd'hui encore. Avec l'analyse des faits, retrouvez des témoignages et photos. Le tout avec le ton de la fameuse émission de France Inter. Inimitable !



« Encyclopédie visuelle de la vie préhistorique »

(Flammarion) 29,90 euros*

Un livre magnifique pour explorer cette incroyable vie sur terre ! De la tectonique des plaques aux premiers organismes vivants jusqu'aux mammifères et aux hommes, cet ouvrage retrace des millions d'années de vie sur terre. Véritable encyclopédie familiale qui rend accessible cette histoire grâce à une iconographie riche et des indicateurs indispensables. Unique !

« DE GAULLE, inattendu »

(Nouveau Monde éditions) 34,90 euros*

Nombre d'anecdotes et d'épisodes sont ici dévoilés pour la première fois, qui éclairent d'un jour nouveau le fonctionnement du couple Charles/Yvonne, le rapport à Pétain et à la France libre, la traversée du désert, le dossier algérien… Des photos rares et exceptionnelles, et une correspondance bien plus libre qu'on ne l'imaginait s'offrent à vous. Essentiel.

« Le corps des femmes »

par Laure Adler (Albin Michel) 35 euros*

Laure Adler, dont nous écoutons le phrasé particulier dans son émission L'heure bleue sur France Inter, est spécialiste de l'histoire des femmes et des féministes au XIXe et au XXe siècle. Dans sa représentation artistique, c'est l'évolution du statut de la femme que ce livre raconte de même que son émancipation sexuelle et politique. Passionnant à lire. Et à regarder.

« Les chemins du sacré » par Frédéric Lenoir

(Editions de l'observatoire) 33 euros*

L'auteur est philosophe, sociologue et écrivain. Cet ouvrage est son premier récit de voyage et livre de photographies. Laissez-vous guider dans un grand périple initiatique sur les cinq continents. Vous ferez l'expérience de la nature, de la sagesse, de la marche, de la solitude, de la beauté et rencontrerez des personnalités phares. Remarquable.

BMW SÉRIE 1 ÉDITION SPORT DÈS 295 €/MOIS*

AVEC MAJORATION DU 1ER LOYER DE 2 600 €,
ENTRETIEN** ET EXTENSION DE GARANTIE INCLUS.

Le **plaisir** de conduire

LLD 36 MOIS

AMPLITUDE AUTOMOBILES BLOIS
5 rue de l'Azin
41000 Blois
02 54 50 40 40

*** Exemple pour une BMW 116i Édition Sport. Location Longue Durée sur 36 mois et pour 30 000 km intégrant l'entretien et l'extension de garantie. 36 loyers linéaires de 294,29 €/mois, et avec majoration du premier loyer de 2505,71 €.**
Modèle présenté : BMW 116i Édition Sport avec options. Loyer : **300,00 €/mois**, et avec majoration du premier loyer de 2600,00 €.
Offre réservée aux particuliers, valable pour toute commande d'une BMW 116i Édition Sport jusqu'au 31/12/2020 dans les concessions BMW participantes. Exclusion faite des montants relatifs aux bonus ou malus écologiques susceptibles de s'appliquer. Sous réserve d'acceptation par BMW Financial Services - Département de BMW Finance - SNC au capital de 87 000 000 € RCS Versailles B 343 606 448 - TVA FR 65 343 606 448. Courtier en Assurances immatriculé à l'ORIAS n° 07 008 883 (www.orias.fr).
Consommation en cycle mixte : **5,8 l/100 km**. CO_2 : **132 g/km** selon la norme européenne WLTP. ** Hors pièces d'usure.